

HD9985
.C32
S3814
c. 1 aa



Industrie, Sciences et
Technologie Canada

Industry, Science and
Technology Canada



PROGRAMME D'ÉTUDES SUR
LES INDUSTRIES DE SERVICES
RÉSUMÉS DES RECHERCHES

LES INDUSTRIES DE SERVICES

PROGRAMME D'ÉTUDES SUR
LES INDUSTRIES DE SERVICES
RÉSUMÉS DES RECHERCHES

INDUSTRY, SCIENCE AND
TECHNOLOGY CANADA
LIBRARY

JAN 20 1991

BNSZ
BIBLIOTHEQUE

INDUSTRIE, SCIENCES ET
TECHNOLOGIE CANADA

Direction de l'industrie de Service et de la Construction
Industrie, Sciences et Technologie Canada
Juillet 1989 1^{ère} impression
Octobre 1991 2^{ème} impression

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION | 1 |
| | |
| I. LE FRASER INSTITUTE | |
| Croissance du secteur des services dans l'économie canadienne | |
| A. Études horizontales | 5 |
| B. Études sur les industries | 7 |
| | |
| II. L'INSTITUT DE RECHERCHES POLITIQUES | |
| Échange de services internationaux au Canada | |
| A. Études sur les aspects théoriques du commerce des services..... | 15 |
| B. Les industries de services et l'équilibre régional | 20 |
| C. Études de cas et questions de nature statistique et empirique..... | 21 |
| D. Questions de nature institutionnelle et juridique et de négociation | 29 |
| | |
| III. STATISTIQUE CANADA | |
| A. Documentation sur les services | 38 |
| B. Rapports des recherches | 39 |
| | |
| IV. AUTRES ÉTUDES DE BASE | 42 |
| | |
| V. ATELIERS | 45 |
| | |
| VI. INDEX DES AUTEURS | 47 |

RÉSUMÉS DE RECHERCHE

L'objet du présent document est de fournir un résumé de chaque étude préparée sous les auspices du Programme d'étude sur les industries de services (PEIS). Ces résumés tentent de décrire les études de façon générale, et non d'illustrer les opinions et conclusions des auteurs. Les résumés sont placés en ordre alphabétique d'après le nom de l'auteur et selon l'organisme qui a parrainé la recherche. La majeure partie des recherches était achevée le 31 mars 1988.

Le présent document est disponible dans les deux langues officielles. Toutefois, il est à noter que la majorité des études commandées par les instituts ne sont disponibles qu'en anglais.

Industrie, Sciences et Technologie Canada a financé ce Programme d'études sur les industries de services. Cependant, les opinions exprimées dans les études sont strictement celles des auteurs et n'illustrent pas nécessairement celles des organismes de recherche du gouvernement fédéral. Chacun des organismes de recherche qui a commandé les études a l'entière responsabilité de la vente et de la distribution des études en question.

INTRODUCTION

En mai 1986, Industrie, Sciences et Technologie Canada (connu alors sous le nom de ministère de l'Expansion industrielle régionale) lançait le Programme d'études sur les industries de services (PEIS), un vaste programme de recherche de 2,4 millions de dollars afin d'étudier la structure et de la dynamique du secteur des services et des industries qui en font partie. L'objet de ce Programme était de promouvoir la recherche, l'étude et une plus grande compréhension des questions touchant ce secteur. Le PEIS a été créé pour répondre au rôle de plus en plus vital joué par le secteur des services dans l'économie canadienne et mondiale. Cependant, on constate un manque général de données et d'analyses sur les industries de services, par exemple sur les facteurs qui influencent la croissance du secteur, les incidences sur l'emploi, le rôle des échanges de services, etc. Trois organismes, soit le Fraser Institute, l'Institut de recherches politiques et Statistique Canada, ont conduit les activités touchant des aspects distincts de la recherche sur le secteur en commandant plus de 80 études portant sur des industries de service précis, les échanges de services, les sujets connexes et le développement statistique, comme suit :

Le Fraser Institute : Le Fraser Institute a effectué une analyse complète de la croissance du secteur des services dans l'économie canadienne, ainsi qu'une analyse de la structure et du rendement de chaque industrie de services au Canada.

L'Institut de recherches politiques : L'Institut de recherches politiques a étudié les échanges de services internationaux et l'expérience des Canadiens dans ce domaine. On a divisé le programme de recherche en quatre principales séries de renseignements, soit la théorie, l'analyse empirique, les questions de négociations institutionnelles et les services dans le contexte du développement régional.

Statistique Canada : Statistique Canada a effectué l'étude et l'analyse des statistiques existantes sur les services existants et a identifié les besoins et la possibilité de produire de meilleures données et de meilleurs renseignements sur le secteur des services.

APERÇU DU PEIS

Chacune des études faisant partie du PEIS comprend une foule de nouveaux renseignements, d'idées et de politiques relatifs aux analyses et aux conclusions de recherche. Un des principaux éléments du programme consistait à intégrer les constatations découlant des recherches et à identifier les principales questions et conclusions ainsi que leur incidence sur les politiques publiques. Pour atteindre cet objectif, les instituts ont préparé une série de rapports contenant des rapports globaux, qui devront paraître en 1989 :

Le Fraser Institute:

Service Industry Growth : Causes and Effects
Herbert G. Grubel & Michael A. Walker

Cet aperçu du secteur des services au Canada comprend une analyse détaillée des définitions de services, un historique et les raisons à la base de la croissance du secteur des services au Canada, les liens entre les industries de biens et les industries de services, la productivité dans le secteur des services, l'emploi et la croissance, en plus de certains aperçus tirés d'analyses provenant de chacune des industries de services.

Institut de recherches politiques:

Canada's Trade in Services : An Overview
A.R. Dobell & H.E. English

Dans ce document, on étudie le rôle des industries de services dans le contexte des échanges internationaux au Canada : les tendances au cours de l'histoire, une structure analytique, les incidences sur la négociation sur les échanges de services et les questions de politique intérieure afférentes.

Statistique Canada:

Aperçu des statistiques sur les industries de services

Statistique Canada a préparé un résumé des questions comprises dans le processus visant une amélioration considérable de la base de données statistiques des services.

En plus de cet important aperçu, l'Institut de recherches politiques a préparé une série de rapports sommaires, soit un pour chaque domaine principal du programme de recherche. Ces rapports, dont la listes se trouve ci-dessous, se retrouvent dans un rapport de synthèse intitulé Canada's Trade in Services: An Overview.

Trade in Services: A Theoretical Analysis, James R. Melvin

Les diverses questions théoriques en matière d'échange de services sont structurées d'une façon qui, il est à espérer, facilitera la structuration d'autres activités de recherche.

Trade in Services: Case Studies and Empirical Issues, D. Conklin et coll., mars 1988.

Une étude sur l'échange de services au Canada dans six industries (les services bancaires, le transport, l'immobilier, l'ingénierie, l'informatique et les télécommunications). Cet aperçu identifie et étudie les questions comme la mesure de l'échange des services, les déterminants de l'avantage comparé et les exigences du capital humain.

Trade in Services: Legal, Institutional and Negotiating Issues, Murray G. Smith et Dan Roseman.

Dans ce document, les auteurs se penchent sur les relations internationales entre les pays industrialisés, lesquelles sont issues de l'apparition des échanges de services.

Services Industries in Regional Development (Les industries de service dans le contexte du développement régional), James J. McRae, William Coffey et Martine Desbois.

Le rôle des industries de services dans le développement régional au Canada est étudié à l'aide des données disponibles. On identifie et étudie les incidences de la politique sur ce point.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS

La direction de l'industrie de Service et de la Construction de l'ISTC supervise la direction du programme de recherche. Pour de plus amples informations sur le PEIS, contacter :

Directeur général
 Direction de l'industrie de Service et de la Construction
 Industrie, Sciences et Technologie Canada
 235, rue Queen,
 10^e étage est
 Ottawa (Ontario)
 K1A 0H5
 Téléphone : (613) 954-2994

Il est possible de se procurer des copies de chacune des études des rapports sommaires directement auprès des organismes en communiquant aux adresses suivantes :

The Fraser Institute
626 Bute Street
Vancouver, B.C.
V6E 3M1
Téléphone : (604) 688-0221

L'Institut de recherches politiques
3771 Haro Road
Victoria, B.C.
V8P 5C3
Téléphone : (604) 721-1441

Directeur, Division des services
Direction des statistiques sur les ressources, la technologie et les services
Statistique Canada
Édifice Jean Talon
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
Téléphone : (613) 951-2198

LE FRASER INSTITUTE
Croissance du secteur des services
dans l'économie canadienne

A. **ÉTUDES HORIZONTALES**

Harris, Richard G. (Queen's University) et Cox, David (University of Toronto).
**The Service Sector and Trade in the Canadian Economy: An Input-Output
Analysis.** Version provisoire, septembre 1988. À paraître.

Cette étude, fondée sur des données d'entrée-sortie pour l'année 1981, évalue l'interaction entre le commerce et les secteurs de services pour l'économie canadienne. Un certain nombre des constatations sont extrêmement significatives pour l'analyse des liens profonds entre le secteur des services et le secteur des biens, par exemple : «... pour chaque dollar du total des exportations, environ 39 cents vont au secteur des services». «... le secteur des services est sensible aux modifications qui se produisent dans le secteur des exportations, et ... le secteur des services est plus sensible que l'économie dans son ensemble aux modifications des exportations.» «... une augmentation de l'ordre d'un dollar des exportations aura pour conséquence d'accroître la demande en services commerciaux de 26 cents.» En outre, l'étude présente certaines données très intéressantes sur le contenu en services des exportations de plus de soixante industries au Canada, ainsi que sur la souplesse de l'exportation de plusieurs industries de services de base. Les résultats de cette recherche indiquent clairement que «... Pour le Canada, les revenus et les emplois provenant du secteur des services sont en étroite relation avec le rendement des secteurs des exportations, et vice-versa.»

MacCharles, Donald C. (University of New-Brunswick). **Knowledge Production in
Manufacturing: Its Impact on Business Services.** Version provisoire,
février 1988. À paraître.

Cette étude porte sur les principaux facteurs touchant la croissance de la demande en services commerciaux, et insiste particulièrement sur l'attribution de contrats à l'externe. L'auteur conclut que le mouvement relatif continu des emplois du secteur de la production de biens au secteur des services commerciaux «ne fait pas partie du processus de désindustrialisation, mais d'un processus beaucoup plus sain lié à l'amélioration de la concurrence du secteur de production de biens.» L'auteur nous prévient que la preuve à l'appui de l'hypothèse de l'attribution de contrats à l'externe est ambivalente et exige d'être interprétée avec prudence. Il est nécessaire d'effectuer d'autres recherches sur la question générale du choix entre la fabrication et l'achat dans les entreprises. Il faut également s'attarder sur la façon dont cette question est liée à l'attribution à l'externe de services commerciaux en mettant davantage l'accent sur le rôle des secteurs non producteurs de biens comme source de demande en services commerciaux.

Markusen, James R. (University of Western Ontario). **Service Trade by the Multinational Enterprise**. Version provisoire, août 1987. À paraître.

L'objectif de cette étude est de démontrer l'importance de l'échange de services entre des entreprises mères étrangères et les succursales, laquelle est centrée autour du savoir-faire technique ou des éléments d'actif propres à l'entreprise, dont le transfert peut représenter un avantage net pour l'économie de la filiale. L'auteur élabore un modèle théorique simple de l'entreprise multinationale afin d'illustrer ce point et analyse la documentation empirique et théorique afférente. Il mentionne que les comptes de la balance des paiements sous-estiment l'importance de l'échange de services parce qu'«une grande partie des rendements vers les éléments d'actif fondés sur la connaissance sont simplement classés comme rendements d'investissements étrangers directs, et ainsi, non classés avec le commerce dans les service de production.» Une des conclusions intéressantes qu'il tire veut que «si l'un des objectifs est d'encourager le développement des industries à forte intensité de main-d'oeuvre, alors il ne faudrait pas négliger les secteurs de production et des investissements étrangers directs ne devraient pas être sous-estimés. Il y a longtemps que l'on aurait dû accorder moins d'importance au secteur manufacturier.»

Mathewson, Frank (University of Toronto). **The Role of Franchising in the Development of the Service Economy**. Version provisoire, juin 1988. À paraître.

Dans cette étude, l'auteur analyse «l'économie et l'évolution du franchisage dans l'économie» et émet l'hypothèse selon laquelle la croissance des activités de franchisage «peut être à la source d'un accroissement de l'efficacité dans la création de capital de marques nationales où la réalisation de la quasi-rentes provenant de cet investissement nécessite une production locale de biens et de services.» M. Mathewson analyse également la documentation disponible sur la question de l'économie des contrats de concession et étudie la nature de ce contrat, ainsi que sa capacité à procurer de façon efficace les quasi-rentes susmentionnées. L'auteur mentionne que «certaines personnes soutiennent qu'à mesure que le franchisage progresse... les entreprises qui l'offrent constateront que les points de ventes exploités par la société seront relativement plus efficaces.» La tendances qu'ont les entreprises offrant de franchiser qui consiste à posséder et à exploiter des points de vente elles-mêmes sera renforcée si les autorités anti-trust défient les limitations des contrats de concession.

McFetridge, Donald G. et Smith, Douglas A. (Carleton University). **The Economics of Vertical Disintegration**. 1988

La croissance du secteur des services, proclamée par tous, est-elle un mirage statistique? La présente étude aborde une question fondamentale, à savoir dans quelle mesure l'exécution des fonctions liées aux services, qui incombait autrefois au personnel des entreprises industrielles, est-elle

conçue à l'externe. L'étude ouvre de nouveaux horizons sur l'élaboration d'une série de méthodes statistiques visant à cerner l'étendue de l'attribution de contrats à l'externe. Trois nouvelles estimations empiriques, fondées sur un solide ensemble de théories, sont présentées à ce sujet. Bien que les résultats diffèrent quelque peu selon la méthode, ils nous portent à conclure que l'attribution de contrats à l'externe est un phénomène important. Jusqu'à un tiers de l'augmentation du nombre d'emplois dans certains secteurs des services semble en découler. L'étude se termine sur une série de perspectives décrivant les moyens de perfectionner les méthodes d'évaluation de l'attribution de contrats à l'externe dans les futurs travaux de recherche.

Weiermair, Klaus (York University). *The Labour Market and the Service Sector*. 1988.

Ce document constitue un rapport analytique du marché du travail à la base de l'économie des services au Canada. Parmi les aspects analysés, on trouve «l'évolution de l'emploi dans les industries de services au Canada, ... la nature évolutive des emplois du secteur des services sur le plan des changements technologiques ... (et) la structure, la fonction et le rendement du marché du travail au service de l'économie de service du Canada.» L'auteur note que «les données sur les rémunérations ou la rémunération annuelle, la productivité, l'introduction de changements technologiques et de changements de composition de compétences de la population active semblent indiquer d'importantes variations entre les industries et à l'intérieur de ces dernières.» Une des observations indique que «de façon générale, le système d'éducation et de formation au Canada sur le plan de la production de la qualité et de la composition des compétences est proportionnel à la croissance et à la transformation du secteur des services.» De plus, M. Weiermair croit que la «concurrence internationale dans le domaine des produits à forte intensité de main-d'oeuvre signifiera essentiellement que les divers systèmes d'éducation, de formation et d'apprentissage des pays se feront concurrence.»

B. ÉTUDES SUR LES INDUSTRIES

Acheson, Keith et Ferris, Stephen (Carleton University). *Retail and Wholesale Trade Services in Canada*. 1988

Dans cette étude, les auteurs brossent un tableau des secteurs du commerce de gros et de détail à l'aide d'une description des intrants et extrants de l'industrie, de la productivité et des caractéristiques du marché du travail. Les développements organisationnels comme le merchandising de produits associés, la propriété réciproque, le franchisage et les centres commerciaux font l'objet d'une analyse. Les auteurs proposent que ces «développements organisationnels sont importants pour la mise au point d'un meilleur commerce de détail et de gros.»

Adie, Douglas (Ohio University). *The Post Office*. À paraître.

Dans cette étude, l'auteur «examine et analyse les divers aspects de la Société canadienne des postes et de ses activités. Des aspects comme la population active de la Société et sa productivité, le service des postes, la demande et l'offre pour le courrier de première classe, le financement et des questions importantes de la Société canadienne des postes sont analysés.

Auld, Douglas (Sir Sanford Fleming School of Natural Resources) et Kitchen, Harry (Trent University). *The Supply of Government Services*. 1988.

Dans cette étude, l'auteur soutient que la majeure partie des dépenses des gouvernements, autres que de transfert, peuvent être classées en tant que services, et ce, bien que les caractéristiques des services publics ne soient pas exactement les mêmes que celles des services du secteur privé. Les modes d'exécution changeants des services du secteur public, par exemple, l'attribution de contrats à l'externe et le franchisage, sont étudiés du point de vue des avantages et des inconvénients qu'ils offrent et de leur effet sur la reddition des comptes du gouvernement. Le rôle crucial des services publics en tant que bien intermédiaire et le facteur initial de production dans le rendement du secteur privé, ainsi que la signification de tous ces éléments sur la croissance et la productivité sont analysés. L'auteur donne «un aperçu des dépenses publiques de 1951 à 1986», ainsi qu'une étude des «théories utilisées pour expliquer la croissance des dépenses publiques». L'auteur traite également d'autres aspects des services du secteur public, comme la production, la rémunération et la productivité. Dans le dernier chapitre portant sur les mécanismes d'exécution, les auteurs affirment que l'introduction d'éléments suscitant la concurrence aide à améliorer l'efficacité, à élargir le choix pour les consommateurs et à atteindre des mécanismes de contrôle des activités des agents de production et d'exécution beaucoup plus efficacement.

Bernstein, Jeffrey I. et Geehan, Randall R. (Carleton University). *The Insurance Industry in Canada*. 1988.

Cette étude comprend un aperçu détaillé de l'industrie des assurances au Canada. On y traite de revenu, de coût et d'élasticité croisée pour les services d'assurance. Les auteurs font une analyse des questions de mesure liées aux intrants, aux extrants et à la productivité, et évaluent les économies d'échelle, les économies de diversification et la croissance de la productivité. On mentionne que la concurrence internationale accroît l'efficacité des assureurs du pays. «Les compagnies canadiennes d'assurance sur la vie ont non seulement augmenté leur part de marché intérieur, mais ils ont en outre beaucoup de succès à l'étranger. En 1985, plus de 40 % de l'ensemble des affaires des sociétés à charte fédérale étaient effectuées à l'extérieur du Canada.» Dans l'étude, on constate que les économies d'échelle et de diversification ne semblent pas avoir d'importance au sein de cette industrie, et qu'«...il est prouvé que toutes économies d'échelle dans le

domaine de l'assurance sur la vie et de l'assurance générale ne représentent que de faibles niveaux de production.» En plus, il indique que «les sources de croissance de productivité (environ 1 % par année) dans l'industrie canadienne de l'assurance sur la vie sont dominées par le changement technologique... de 1962 à 1977, les changements technologiques représentaient environ 65 % de la croissance de la productivité.»

Brown, Malcolm C. (University of Calgary). *Caring for Profit: Economic Dimensions of Canada's Health Industry.* 1987.

«L'objectif de base de cette étude est d'identifier les développements futurs probables du secteur des soins de santé au Canada, et leurs effets sur l'économie.» M. Brown étudie la nature, l'évolution, la demande, l'offre, l'utilisation et la productivité du secteur des soins de santé du Canada, et conclut en émettant des commentaires sur les perspectives, les problèmes et les politiques publiques de ce secteur. Il conclut qu'«à l'intérieur du secteur des soins de santé, un nombre beaucoup trop grand de services sont offerts sans que leur existence soit justifiée sur le plan de l'amélioration soit de la durée de la vie, soit de la qualité de la vie, et beaucoup trop de services sont offerts en ayant recours à une main-d'oeuvre surqualifiée et à des capitaux beaucoup plus grands qu'il est techniquement nécessaire».

Chant, John F. (Simon Fraser University). *The Market for Financial Services.* 1988.

Dans ce document, l'auteur étudie l'importance des institutions financières de dépôts (par exemple, les banques à charte, les sociétés de fiducie, les sociétés de prêts hypothécaires et les coopératives de crédit) au Canada du point de vue de leur structure organisationnelle, de leur représentation au Canada, de leurs pratiques d'emploi, de leurs niveaux de revenus, de leurs compétences professionnelles et de leur contribution générale à l'économie, représentée par leur part du produit intérieur brut. L'auteur fait état de problèmes méthodologiques dans le processus de mesure de certaines mesures conventionnelles du revenu et de la productivité pour ces institutions et propose certaines modifications. Il identifie également des domaines où l'on devrait agir avec prudence lorsque l'on compare les institutions de dépôt avec d'autres entreprises de services et industries autres que de services de façon générale. Cette étude comprend trois thèmes principaux. Premièrement, «la forme et la structure de l'industrie ont été créées par des règles, beaucoup plus que dans n'importe quelle autre industrie». Deuxièmement, «l'évolution des communications et de l'informatique... a donné sa forme au produit, a changé les conditions d'emploi et a modifié l'organisation de l'industrie ainsi que les entreprises qui en font partie. Enfin, le secteur des institutions de dépôt ne semble pas correspondre à un trop grand nombre de stéréotypes de l'industrie des services... étant donné les innovations intenses et les changements technologiques qui s'y sont produits. En outre, tandis que ce secteur est devenu un employeur important dans l'économie, un accroissement des

compétences et des revenus des ses employés par rapport aux autres travailleurs a accompagné cette amélioration de sa condition.»

Easton, Stephen T. (Simon Fraser University). *Education in Canada*. 1988.

Dans ce rapport, l'auteur étudie la valeur des dépenses consacrées à l'instruction de niveaux élémentaire et secondaire, mesurée à partir de la contribution qu'elles apportent à la croissance du revenu national, son taux de rendement, etc. Il étudie également les coûts et la productivité du secteur de l'éducation des quelques dernières décennies. M. Easton procède ainsi en s'attardant sur «certaines autres façons avec lesquelles on pourrait rendre la structure actuelle plus efficace du point de vue du coût à l'aide de diverses combinaisons proposées d'instruction à l'école privée avec le système public, et fait quelques remarques sur la difficulté d'évaluer la structure des programmes professionnels comme on les identifie actuellement». Se fondant énormément sur des études et de la documentation existantes, l'auteur mentionne qu'«au cours des dernières décennies, l'augmentation des coûts réels par élève (rajustés à l'inflation)... ont augmenté d'une façon phénoménale... Malheureusement, peu d'éléments indiquent qu'il y a ou qu'il y a eu une correspondance simple entre les coûts supérieurs et une meilleure qualité de l'éducation.» Une des recommandations veut qu'«avant d'avoir établi un lien évident entre le ratio professeur-élèves et la qualité ou la quantité de l'éducation, il serait ridicule d'essayer d'atteindre l'objectif clair que constitue le ratio élèves-professeur constamment à la baisse.»

Gill, David C. (The Fraser Institute). *The Market for Legal Services*. 1988.

Cette étude consiste en un profil statistique et économique du secteur des services juridiques au Canada. L'auteur analyse la production de l'industrie, l'emploi, la productivité et la demande de l'industrie, et conclut avec l'étude de plusieurs questions politiques comme les limitations imposées sur l'offre d'avocats et la dernière tendance dans diverses provinces qui consiste à permettre à des cabinets d'avocats à avoir recours à l'incorporation en tant que forme de propriété commerciale. Les renseignements et les données statistiques proviennent d'enquêtes effectuées par les associations professionnelles provinciales d'avocats, l'Association du Barreau canadien, les sondages Gallup, des enquêtes et des statistiques sur l'impôt de Revenu Canada. L'auteur note l'énorme augmentation du nombre d'avocats des diverses catégories : «le nombre d'avocats à l'emploi d'entreprises s'est accru de 103 % entre 1971 et 1981... le nombre d'avocats de pratique privée... a augmenté de 107 % (atteignant environ 28 290), le nombre d'avocats du gouvernement est passé de 1 425 à 3 480 au cours de la même période, pour une augmentation de 144 %.

Globerman, Steven (Simon Fraser University) et Carter, Deborah (Vancouver Community College). *Telecommunications in Canada: An Analyses of Outlook and Trends*. 1988.

«Cette étude donne un aperçu du secteur des télécommunications quant à ses principales caractéristiques économiques et évalue un certain nombre d'hypothèses portant sur des questions de politique publique.» De façon générale, l'auteur soutient l'introduction de marchés libres dans ce secteur et conclut que «l'industrie canadienne des télécommunications fait face à des pressions concurrentielles grandissantes suite aux changements technologiques et à la déréglementation aux États-Unis. Le milieu de plus en plus concurrentiel rend insoutenable la pratique traditionnelle de fixation du prix de la valeur d'un service. En vertu de cette pratique, les services interurbains subventionnent les services locaux et les abonnés urbains subventionnent les abonnés ruraux. Avec le temps, la structure d'interfinancement encouragera le contournement non économique et la revente interfrontière. Ce dernier point sera de plus en plus réel à mesure que la concurrence dans le secteur des interurbains de l'industrie américaine prendra de l'expansion. Une augmentation de la valeur du dollar canadien accélérera le processus.»

Hammes, David L. (The Fraser Institute). *Shaping Our Nation: An Economic Analysis of Canada's Consulting Engineers*. 1988.

«Le succès remporté par les ingénieurs-conseils canadiens au chapitre des exportations de services a fait du domaine de l'ingénierie l'une des quelques industries canadiennes de services... qui occupent une bonne position dans la concurrence avec les autres producteurs du reste du monde.» Après avoir tracé le profil de l'industrie canadienne du génie conseil, l'auteur étudie l'offre et la demande en services de génie conseil, ainsi que l'innovation, l'organisation et la croissance de l'industrie, les caractéristiques de la population active du domaine de l'ingénierie au Canada, des coûts et de la productivité, et les ingénieurs canadiens dans le marché mondial. Il conclut avec un chapitre sur le gouvernement et l'industrie. Une des observations intéressantes indique que trois articles précis de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis promettent des avantages à l'industrie de l'ingénierie au Canada. «L'ouverture des frontières à l'exportation de produits canadiens de l'énergie consolidera les compétences et le savoir-faire technique déjà existant dans le pays. En permettant aux investisseurs américains de chercher des débouchés au Canada, on encouragera la croissance et la construction. En facilitant l'accès au marché américain pour l'échange de services et l'accès aux contrats d'approvisionnements du gouvernement fédéral, on encouragera également l'emploi du bassin actuel d'ingénieurs.»

Jenkins, Alexander W. (University of Alberta). *Home Sweet Home: The 7 % Solution (Real Estate Brokerage in Canada)*. 1989

«De façon générale, il semble que, pendant les années 70 et 80, le courtage en immeuble ait augmenté plus rapidement, tant sur le plan de la production que de l'emploi, que les autres type de services et que l'économie dans son ensemble, pendant les années 70 et 80, principalement en raison du plus fort nombre de déménagements.» L'auteur présente un aperçu de l'industrie du courtage en immeuble, et étudie le rendement, la demande, l'emploi et la productivité de l'industrie. Il analyse en outre la politique du gouvernement et plusieurs autres questions auxquels fait face l'industrie. M. Jenkins mentionne que l'industrie «a connu un taux de croissance de la productivité beaucoup plus élevé que le reste de l'économie... probablement à cause de l'informatisation continue du SIA (Service interagence).» Il prévoit qu'«une combinaison d'innovations technologiques (informatisation), de concurrence accrue pour les agents avec la venue de la commission totale pour le courtier comme chez Re/Max, et des politiques gouvernementales adéquates (en particulier la promotion d'un SIA «libre») ferait beaucoup plus pour que l'industrie du courtage en immeuble et le marché de la revente en général répondent mieux aux besoins des propriétaires fonciers.»

Maki, Dennis R. (Simon Fraser University). *The Market for Employment, Personnel, and Security*. 1988.

L'objectif de ce rapport est d'étudier les secteurs de l'emploi, de personnel et de la sécurité, en mettant un accent particulier sur le rendement, la productivité et la croissance. Toutefois, en raison du manque de données disponibles sur le rendement, le rapport se concentre sur la question de la croissance de l'emploi dans ces secteurs. L'auteur souligne que «la croissance dans les agences de placement et les services de location de personnel au cours des années 70 et au début des années 80 se situait en moyenne autour de 10 % par année», tandis que l'emploi dans le domaine des «services de sécurité et d'investigation est passé de 97 à 99 % de 1971 à 1981, pour un taux composé de 7 % par année». Bien que ce rapport ne tire aucune conclusion ferme en ce qui concerne l'explication de cette croissance, l'auteur indique que ces deux secteurs semblent avoir été en mesure de diversifier suffisamment leur base de clients pour justifier une expansion rapide.

Palda, Kristian S. (Queen's University). *The Role of Advertising Agencies in Canada's Service Sector*. 1988.

Cet aperçu du secteur de la publicité porte principalement sur les agences de publicité, principalement parce qu'elles dominent le secteur, représentant 70 % de sa production. Tous les domaines relatifs au secteur de la publicité sont touchés de façon brève. L'auteur conclut en jetant un rapide coup d'oeil au bien-être et aux effets de l'emploi des services de publicités, et étudie de façon brève les principaux problèmes auxquels

l'industrie fait face, comme l'abandon de la publicité dans les médias, les fusions, la mondialisation de l'industrie et les changements technologiques. Pour ce qui a trait à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, M. Palda conclut que «la libre circulation des biens et des services d'un côté à l'autre de la frontière canado-américaine représente un défi et une possibilité équivalents pour les membres de cette industrie à ceux de la majorité des autres secteurs de services. Cet accord ne toucherait toutefois pas le domaine de la publicité en lui-même de façon draconienne.» Le principal défi auquel fait face l'industrie n'est pas le libre-échange, mais bien l'uniformisation mondiale (la mondialisation) de la publicité par les sièges sociaux étrangers d'entreprises multinationales.

Palmer, John P. (University of Western Ontario). *An Economic Analysis of Canada's Ground Transportation Sector*. 1988.

Cette enquête présente des données et des analyses sur la structure de l'industrie, les revenus, les dépenses et la productivité de quatre industries de transport terrestre au Canada, soit les services d'autobus, de chemin de fer, de camionnage et de taxi. «Un des thèmes qui surgit constamment... dans chacune des industries faisant l'objet de l'étude est la tendance vers une augmentation de la spécialisation des entreprises servant des segments de marché définis de plus en plus spécifiques» (par exemple, le service de chemin de fer pour les passagers abonnés, les services d'autobus d'excursion et nolisés). M. Palmer termine cette étude avec un bref coup d'oeil sur la spécialisation, l'emploi, la productivité de l'industrie et des questions liées au changement de la réglementation. En ce qui concerne la réglementation de l'industrie, l'auteur croit que «les changements technologiques et les activités concurrentielles intermodales continus pousseront les capacités des différents organismes à réglementer des industries précises. Tandis que les vieilles réglementations disparaissent en cours de processus, il est également possible que des super-agences réglementent la concurrence intermodale.»

Scarfe, Brian et Krantz, Murray (University of Alberta). *The Market for Hospitality: An Economic Analysis of the Accommodation, Food and Beverage Industries*. 1988.

L'objet de ce document est d'étudier et de décrire l'industrie de l'hébergement et de la restauration au Canada. Cette industrie est constituée d'établissements de restauration, par exemple les restaurants, les comptoirs de commandes à emporter, les traiteurs et les brasseries. Dans ce document, l'auteur analyse des données provenant de Statistique Canada et fait part de la croissance relativement rapide du segment des chaînes du secteur de l'hébergement et de la restauration. L'auteur conclut que «l'industrie de l'hébergement et de la restauration continuera à compter sur une proportion assez considérable d'emplois à temps partiel, sur des salaires faibles et de la main-d'oeuvre à compétence limitée, entraînant un roulement de main-d'oeuvre inévitable dans les circonstances.»

Watson, William G. (McGill University). *National Pastimes: The Economics of Canadian Leisure*. 1988.

En ayant recours aux sources de données disponibles, l'auteur de cette étude «analyse l'économie de plusieurs industries de services liées entre elles principalement parce que dans une large mesure, les Canadiens consomment ce que produisent ces industries pendant leurs périodes de loisirs». Les industries à l'étude sont, par exemple, la télédiffusion, le cinéma, les manifestations sportives commerciales et les clubs et les services de sport et de loisirs. M. Watson mesure la valeur et le rendement de ces secteurs et recommande que des changements importants soient apportés aux pratiques actuelles de soutien du gouvernement aux industries «culturelles» à contenu canadien. «Si nous devons continuer à soutenir les activités culturelles canadiennes, pourquoi ne pas se munir d'une politique qui récompenserait directement... les Canadiens assistant à des manifestations culturelles qui intéressent le Canada? Les subventions pour les intrants ne vont pas dans ce sens; les subventions à la production pour que les Canadiens consomment la culture canadienne le font. Bref, nous devrions subventionner le public et non les artistes.

West, Edwin G. (Carleton University). *Higher Education in Canada*. 1988

«L'instruction post-secondaire continue à prendre de l'expansion, et ce, malgré la baisse dans la population âgée entre 18 et 24 ans.» L'auteur analyse les principaux problèmes auxquels est confronté le secteur de l'éducation post-secondaire au Canada. Il présente une analyse statistique et souligne la productivité, les aspects sociaux, les services de prêts-étudiants, les dispositions fiscales et les organisations institutionnelle de ce secteur. L'auteur propose des façons pour recueillir de nouvelles données pour d'autres recherches. Une des conclusions intéressantes est que «lorsqu'on les compare avec les autres domaines de l'économie, notamment le secteur des services, on constate que le taux de productivité des universités canadiennes pour la dernière décennie est faible, sinon négatif.» On propose «qu'une réduction du temps nécessaire pour obtenir un diplôme... demeure une avenue principale pour la réalisation de gains de productivité, une avenue que les universités privées américaines semblent déjà emprunter.»

II. INSTITUT DE RECHERCHES POLITIQUES

Commerce des services du Canada à l'échelle internationale

A. ÉTUDES SUR LES ASPECTS THÉORIQUES DU COMMERCE DES SERVICES

Amesse, Fernand (École des Hautes Études Commerciales). **Le commerce international des services industriels.** Août 1988. Version finale.

Pour les fins de cette étude, l'industrie des services commerciaux se divise en trois catégories : «les services non liés centrés sur le faire ou l'action, les services non liés centrés sur le conseil, et enfin, les services liés intrinsèquement associés aux biens à haute technicité». On étudie ensuite le potentiel pour le commerce international. La première catégorie est constituée des services qui, par leur nature, sont étroitement liés aux marchés locaux, et ce, même si le franchisage peut offrir des possibilités d'expansion. Une partie importante des services de consultation continue à être échangée de façon interne par des entreprises multinationales ou des entreprises affiliées. Par ses liens étroits avec les biens à haute technicité, la troisième catégorie sera susceptible d'être échangée par l'entremise des fabricants. Toutefois, ce secteur dispose du plus important potentiel pour stimuler la production de services additionnels et accroître le commerce international.

Burgess, David F. (University of Western Ontario). **Some Implications of Trade Liberalization in Services When Services are Intermediate Inputs in Production.** Août 1988. Version finale.

«L'objet de ce document est d'étudier quelques incidences de la libéralisation du commerce dans le domaine des services, lorsque les services jouent le rôle d'intrants intermédiaires dans la production.» L'auteur démontre «comment les différences internationales en matière de technologie pour la prestation de services contribuent à l'avantage comparé et à la structure des échanges dans le domaine des biens, et comment la libéralisation du commerce en matière de services touche la structure industrielle d'un pays, ainsi que la compétitivité internationale menée par ses industries de biens et de services». L'étude confirme «que l'accès à des services plus efficaces en raison de la libéralisation du commerce améliorera le processus de production pour la production finale et aura des effets bénéfiques partout au pays».

Burgess, David F. (University of Western Ontario). **Trade in Services and the Foreign Direct Investment Process: Some Implications from the Specific Factors Model.** Décembre 1987. Version finale.

«L'objet principal du présent document est d'étudier l'état et les effets distributifs de la libéralisation du commerce des services dans des cas où il n'est pas possible de produire un service dans un pays donné et de l'exporter dans un autre pour des fins de consommation.» A l'aide d'un modèle

de facteurs précis, l'auteur démontre que s'il existe des obstacles au commerce international des biens, la libéralisation du commerce des services risque de nuire au pays qui «importe» les services. L'auteur laisse entendre que «... des dispositions commerciales plus libérales au chapitre des services peuvent toucher un pays importateur de services comme le Canada de diverses façons, selon que la production du secteur des services peut faire l'objet d'échanges ou que les intrants, qui sont capitaux dans la production de services d'un pays exportateur de services, ont la possibilité de coopérer avec d'autres intrants non capitaux d'un pays importateur de services pour produire des services.» L'étude «sert à accentuer le fait qu'on ne peut garantir une amélioration du bien-être des pays importateurs de services en enlevant les obstacles au commerce international dans le domaine des services, si d'autres distortions commerciales existent. Si, par exemple, «... les pays donnent suite aux pressions visant la libéralisation du commerce dans le domaine des services en ouvrant la porte à un flux de capital de services précis de l'étranger avec imposition de droits de douane sur les marchandises, en conséquence, ils courent le risque de détériorer leur situation.» «On obtient un autre raisonnement expliquant l'hésitation claire qu'affichent un bon nombre de ces pays pour la libéralisation du commerce des services en l'absence d'autres progrès vers l'atteinte de la libéralisation du commerce des biens.»

Empey, William F. (Consultation en économie appliquée). *Contracting Out of Services by Manufacturing Industries*. Mai 1988. Version finale.

L'objectif de cette analyse est de prouver que l'on a enregistré un accroissement de l'utilisation des services par les fabricants, et de savoir si la volonté d'améliorer l'efficacité et les produits était à la base de cette augmentation. Les achats de services sont mesurés à partir des tableaux canadiens d'entrées-sorties, et l'on effectue une évaluation des services internes à partir de l'emploi des salariés par rapport aux travailleurs de la production. L'auteur conclut que «bien que l'on constate un accroissement général au chapitre de l'achat de services, ce processus ne se répartit pas uniformément dans tous les secteurs de services... il est nécessaire d'effectuer davantage de recherches afin de déterminer les motifs à la base de l'achat de services».

Jones, Ronald W. (University of Rochester) et Henryk Kierzkowski (Institut universitaire des hautes études internationales, Genève). *The Role of Services in Production and International Trade: Theoretical Framework*. Avril 1988. Version finale.

Les auteurs de cette étude de cas «se concentrent sur la façon dont la croissance du secteur des services stimule et hausse le niveau général de commerce international des biens... Dans ce document, les auteurs étudient, à l'aide de la croissance du niveau de production d'une entreprise, la façon dont les rendements croissants et les avantages de la spécialisation des facteurs à l'intérieur de l'entreprise stimulent le passage vers un procédé de

fabrication comprenant des blocs de production fragmentés connectés par les liens de services. Ces liens, consistant en un groupe d'activités nécessitant une coordination, des opérations d'administration, de transport et des services financiers, sont de plus en plus exigés lorsque la fragmentation du processus de fabrication permet l'usage commun de blocs de production situés dans des régions différentes. Une telle fragmentation déborde dans les marchés internationaux. Il se peut que la grande disparité au chapitre de la productivité et les prix des facteurs relevés entre les pays (par rapport à l'intérieur du pays) stimulent, par l'entremise de la doctrine ricardienne des avantages comparés, l'utilisation de plusieurs sites internationaux pour les blocs de production comprenant un procédé de fabrication donné... La baisse des prix relatifs de nombreux services... stimule davantage le processus de fragmentation... De plus, on peut soutenir que les progrès technologiques dans la prestation de services font baisser les coûts relatifs de la coordination et des communications internationales en particulier.»

Jones, Ronald W. (University of Rochester) et Frances Ruane (Queen's University). *Appraising the Options for International Trade in Services: A Specific Factors Framework*. Mars 1988. Version finale.

Dans cette analyse, les auteurs se concentrent «sur une question précise du commerce des services, nommément le choix du niveau approprié des échanges». Les niveaux sont identifiés soit comme «échange du facteur de production de service, où il se conjugue avec les facteurs locaux pour produire un service non exportable, soit comme production de service en elle-même, ne comprenant aucune autre production dans un pays étranger». Les auteurs ont recours à une théorie économique conventionnelle du commerce des biens pour élaborer leur cas en mettant au point «un modèle très simple servant à se concentrer clairement sur la question précise du choix de niveau pour faciliter le commerce des services». Selon une des conclusions tirées, «lorsqu'un pays dispose d'un avantage technologique comparé en matière de services, la main-d'oeuvre réalisera davantage de gains si le pays participe au libre-échange aux deux niveaux et se spécialise dans la production de services plutôt que d'effectuer simplement ses échanges à un niveau».

Markusen, James R. (University of Western Ontario). *Intra-Firm Service Trade by the Multinational Enterprise*. Décembre 1986. Version finale.

«L'objet du présent document consiste à s'interroger sur les échanges internes de services effectués par les entreprises multinationales.» L'auteur se penche «sur l'avantage de la propriété détenu par une entreprise multinationale», nommément la technologie supérieure ou le savoir-faire de la direction, et analyse «la façon dont cet avantage de la propriété accroît de façon implicite le niveau des exportations de services faites par les entreprises mères aux filiales ou aux concessionnaires étrangers». Ainsi, l'investissement étranger direct et l'échange de services aux producteurs deviennent essentiellement semblables... Ces notions sont précisées dans un modèle simple de l'entreprise multinationale, et les incidences sur les gains

pour l'investissement étranger, le rôle de la politique publique et la balance des paiements (du Canada) font l'objet d'une analyse. Selon une des conclusions intéressantes, deux pays identiques peuvent bénéficier de façon bilatérale de l'investissement d'une entreprise multinationale, étant donné que les coûts fixes des éléments d'actif fondés sur la connaissance seraient étendus à nombreuses usines. L'entreprise multinationale peut néanmoins exiger de son pouvoir de marché «une rente de monopole considérable à titre de paiement pour les services fournis à l'aide de ses éléments d'actif», que le gouvernement hôte pourrait récupérer en impôts.

Markusen, James R. (University of Western Ontario). *Trade in Producer Services: Issues Involving Agglomeration Economies, Human Capital and Public Inputs*. Décembre 1986. Version finale.

L'analyse de l'auteur indique que les caractéristiques de production communes à certains services sont les suivantes : la forte proportion de capital humain, une large part d'intrants publics (par exemple, la réglementation, les lois, les politiques) et une forte dépendance envers les économies d'échelle externes, notamment les économies d'urbanisation. Les économies d'urbanisation «constituent un type d'économie d'échelle externe par une grande proximité parmi les entreprises. La proximité permet d'économiser sur les coûts de transaction en temps et en argent au chapitre de l'expédition de biens entre les entreprises et, ce qui est plus important, pour les fins du présent document, elle permet d'économiser le temps et l'argent compris dans les contacts d'une personne à l'autre entre les entreprises». En se fondant sur les modèles de production, M. Markusen conclut que, dans une économie d'urbanisation, il se peut qu'il existe plusieurs équilibres, et qu'«un pays se trouve coïncé à un bas niveau d'équilibre où la situation est de beaucoup inférieure à l'autre type d'équilibre. Deux points, particulièrement pertinents au chapitre des rapports commerciaux du Canada avec les États-Unis accroissent la probabilité de se trouver coïncé dans un équilibre de bas niveau. Premièrement, si le pays est plus petit que son partenaire commercial, et deuxièmement, s'il tarde à mettre au point la technologie ou les facteurs nécessaires à la production de travailleurs compétents nécessaires au soutien du secteur des économies d'urbanisation». Cet élément nous fait voir un rôle à assumer par le gouvernement, et qui consiste à soutenir les activités à forte proportion de capital humain et non la production de ce capital.

Markusen, James R. (University of Western Ontario) *Trade in Producer Services: Issues Involving Returns to Scale and the International Division of Labour*. Décembre 1986. Version finale.

«Bon nombre de services aux producteurs sont à forte proportion de connaissances et exigent des investissements considérables au chapitre de l'apprentissage, après quoi les connaissances peuvent être transmises à d'autres usagers à un très faible coût marginal.» «Pour analyser ces services aux producteurs...» M. Markusen met au point «un mode dont le type est

similaire à la concurrence de monopole». En se basant sur ce modèle, il observe que «les échanges de services aux producteurs produisent des gains, même pour les économies identiques.» Selon une conclusion importante pour l'accord bilatéral de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, «lorsque deux économies ne diffèrent qu'en taille absolue, la plus petite tire plus de profits que l'autre du commerce des services».

Melvin, James R. (University of Western Ontario). *Services: Dimensionality and Intermediation in Economic Analysis*. Janvier 1987. Version finale.

Dans ce document, l'auteur analyse, dans un contexte théorique, les raisons justifiant l'existence des services. L'auteur laisse entendre que les produits, habituellement appelés les services, sont produits pour répondre au souhait des unités économiques de venir à bout des contraintes de temps et d'espace. L'auteur décrit trois catégories de services, soit les services de contact, les services de remplacement et les services intermédiaires (qui servent d'intermédiaires entre les produits et l'espace, les risques et le temps ou l'information et le temps et l'espace). Un modèle de services en bonne et due forme est élaboré afin d'illustrer les divers types de services, et ce modèle est utile pour l'analyse de la question de la productivité dans le secteur des services.

Melvin, James R. (University of Western Ontario). *Trade in Services: A Heckscher-Ohlin Approach*. Décembre 1986. Version finale.

Contrairement aux opinions soutenues par certains économistes, l'incorporation en bonne et due forme des services dans l'analyse économique et dans la théorie type du commerce international «amène en effet des difficultés et aboutit à une analyse considérablement différente du modèle conventionnel. L'auteur démontre également que, dans certaines circonstances, la loi de l'avantage comparé, à tout le moins telle qu'habituellement définie, ne doit pas s'appliquer au commerce des services. On constate que la politique commerciale et la politique interne de l'impôt ont peut-être des effets très différents dans un contexte d'échanges de services que dans un modèle type d'Heckscher-Ohlin». Par exemple, «avec le commerce des services, certains types d'impôt national ont des effets imprévisibles sur le secteur du commerce. On constate que le traitement favorable de l'impôt sur le revenu des revenus de services de sources étrangères équivaut à une subvention à l'exportation. Pour les pays importateurs de services, un droit de douane équivaut à un impôt intérieur sur le revenu gagné à l'étranger rapatrié».

Rugman, Alan M. (Dalhousie University). *A Transaction Cost Approach to Trade in Services*. Janvier 1987. Version finale.

Dans ce document, l'auteur propose «une nouvelle méthode d'analyse du commerce des services», qui reconnaît le rôle des multinationales dans le

commerce des services. L'auteur laisse entendre qu'une analyse du commerce des services doit comprendre une analyse des entreprises multinationales, puisqu'elles représentent plus de la moitié des activités internationales dans le domaine des services. M. Rugman élargit les catégories types de services échangés à l'échelle internationale (voyages, services commerciaux), «afin de mesurer indirectement les activités des entreprises multinationales», dont l'influence sur le commerce et les investissements mondiaux ne peut être ignorée. L'analyse montre la pertinence des rendements produits par l'investissement étranger direct dans une analyse sur le commerce des services, puisque ces derniers incorporent les échanges d'éléments intangibles que sont les connaissances précises des multinationales. L'auteur conclut que les «multinationales, utilisées comme voie pour le commerce des services», sont des facteurs cruciaux dans les négociations portant sur l'adaptation au libre-échange et l'adaptation dans le contexte de cette dernière.

Ryan, Gillian (University of Western Ontario). Trade in the Presence of Endogenous Intermediation in an Asymmetric World. Juin 1988. Version finale.

«Ce document place de façon endogène les services intermédiaires dans une situation d'équilibre général. L'auteur laisse entrevoir que, contrairement aux suggestions précédentes, les améliorations techniques dans les services peuvent mener à une baisse de la production interne, à une augmentation de la taille du secteur des services et à une amélioration du bien-être de tous les agents. De plus, il laisse entendre que s'il existe des asymétries sur le plan de la technologie dans le secteur de la production ou dans les services, l'autarcie serait plus inefficente que le libre-échange à cause d'une capacité excédentaire et d'une absence de débouchés pour les services. Les avantages tirés du libre-échange s'ajoutent donc aux avantages traditionnels attribuables à un progrès éventuel de la technologie des services.

B. LES INDUSTRIES DE SERVICES ET L'ÉQUILIBRE RÉGIONAL

Melvin, James R. (University of Western Ontario). The Role of Services in a Small Regional Economy. Octobre 1988. Version finale.

Cette analyse donne un «exemple du rôle que les services pourraient jouer dans une économie régionale où s'effectue un volume considérable d'échanges avec le reste du monde». L'auteur étudie plusieurs types de services différents, ainsi que la possibilité pour les services d'être les moteurs de la croissance économique; il se penche également sur «les façons d'établir un avantage comparé dans une industrie de services». Selon une des observations, «une région risque de perdre un avantage comparé si elle est incapable d'attirer et de retenir les personnes possédant les compétences requises à cause de la source d'avantage comparé de nombreux secteurs dépendant du capital humain». Il conclut qu'une des caractéristique qui distingue les services des biens est l'existence de rendements attribuables à une échelle liée à la dispersion. Les entreprises pratiquant des activités

liées aux services trouvent souvent avantageux d'avoir des filiales situées dans différentes parties de la région ou touchant divers secteurs de l'économie. D'ordinaire, on s'attendrait qu'une dispersion de ce type fasse baisser les prix à la consommation, et par conséquent, soit facilitée par des politiques fédérales et provinciales. En fait, il se peut que les politiques gouvernementales stimulent la dispersion non efficace à un endroit précis et qui risque de ne pas maximiser les économies d'échelle. Cette situation nous donne un autre exemple de la façon dont les obstacles commerciaux inter-provinciaux peuvent diminuer substantiellement le bien-être des citoyens canadiens. Les différentes réglementations provinciales sur le camionnage et le transport sont des exemples des éléments qui limitent la circulation des services, et de telles distortions peuvent générer des coûts de bien-être considérables.

Norrie, Kenneth H. et Percy, Michael B. (University of Alberta).
 Services and Regional Economic Performance. Septembre 1988. Version finale.

Dans cette étude, les auteurs «se penchent sur le rapport entre la croissance du secteur des services et le schéma des disparités économiques régionales». Les auteurs notent que «la répartition de l'activité économique globale d'une région à l'autre a très peu changé au cours des quatre décennies» pendant lesquelles l'économie s'est déplacée vers les services. Les auteurs tentent de trouver certains moyens pour identifier les différences importantes entre les industries de services, pour contrer leurs effets possibles sur les disparités de revenu et pour mettre à l'épreuve de façon empirique les hypothèses qui en découlent. Ils effectuent ensuite une étude sur les liens théoriques entre les services et les disparités de l'équilibre régional à l'aide d'une approche simple d'équilibre général par rapport à une économie régionale. Les auteurs concluent «que la croissance des activités de services depuis la Seconde Guerre mondiale a pu toucher le schéma de croissance économique régionale et l'adaptation de bien des façons. Toutefois, les liens sont assez nombreux et suffisamment complexes pour qu'aucun modèle d'équilibre partiel ne puisse s'en approprier de façon adéquate. Ils doivent être étudiés à l'aide de formules explicites d'équilibre général». De plus, «avant que Statistique Canada ne soit en mesure de fournir des données sur le commerce des services fondées sur des techniques d'enquête, alors aucun travail de nature empirique sérieux sur les exportations dans le secteur des services et du rendement économique régional ne pourra être effectué».

C. ÉTUDES DE CAS ET QUESTIONS DE NATURE STATISTIQUE ET EMPIRIQUE

Conklin, David W. et coll. Trade in Services: Case Studies and Empirical Issues. Mai 1988. Version finale.

Étant donné que chaque chapitre de ce livre constitue une recherche sur un aspect précis des échanges de services au Canada et comprend six études de cas, nous avons inclus un bref résumé des chapitres pertinents.

**The Balance of Payments: Statistical Background, Martine Desbois et
France St-Hilaire (IRP) (Chapitre II)**

«La balance des paiements (BDP) est un système de comptes conçu pour illustrer les transactions internationales entre les habitants d'un pays et le reste du monde.» On obtient un aperçu du volume d'échanges de services au niveau international effectué par le Canada au cours des vingt-cinq dernières années «en analysant les cinq principaux sous-secteurs de la composante des services de la balance des paiements, soit les voyages, les services commerciaux, le transport et les expéditions, les transactions gouvernementales et les autres services». Les «observations globales des auteurs indiquent que la part des services représente une part des transactions actuelles relativement faible et à la baisse. Cependant, les indicateurs d'emploi et de production montrent que les services représentent une part de l'activité économique importante et en hausse».

**Measuring Trade in Services: Conceptual and Statistical Issues,
France St-Hilaire (IRP) (Chapitre III)**

«Lors de l'analyse de la question du commerce des services, l'auteur s'est trouvée sérieusement limitée non seulement par l'insuffisance des données, mais même par le manque de définitions adoptées sur ce qui constitue le commerce des services». Dans ce chapitre, l'auteur analyse «le caractère inapproprié des définitions et concepts existants sur le commerce des services» et étudie les tendances et questions soulevées dans le «nouveau monde de l'économie», comme la productivité, l'exportabilité, la transnationalisation et la foule de distinctions sectorielles. L'auteur mentionne que deux phénomènes reliés «expliquent bien l'importance du commerce des services... Le premier élément est l'évolution rapide et continue de la technologie de l'information, qui a une incidence fondamentale sur le secteur des services. Le deuxième est la prédominance des multinationales dans le processus d'internationalisation économique actuellement en cours».

**Trade in Banking Services, Thomas J. Courchene (University of Western
Ontario) (Chapitre IV)**

Ce chapitre contient un résumé des faits importants qui se sont produits dans les marchés financiers internationaux, et les relie aux pressions grandissantes visant la déréglementation des systèmes financiers nationaux.

Dans les marchés financiers internationaux, la réaction à la série de chocs réels et monétaires de la dernière décennie (c'est-à-dire, la crise du pétrole, le cycle d'inflation, la volatilité des taux de change et la crise de la dette) s'est traduite par... une véritable explosion d'instruments et de structures innovateurs servant à intégrer les marchés nationaux dans un marché financier mondial». Ces instruments et structures comprennent les achats fermes, les options et les crédits croisés, les opérations de troc de devises et l'échange de taux d'intérêt, ainsi que la titralisation. Ces réalisations financières mondiales «servent à créer des pressions intenses sur les organismes de contrôle nationaux afin d'aligner leurs structures et

réglementation financières avec ce qui est permissible au niveau international». L'auteur conclut que «pour des économies ouvertes de petite taille comme le Canada, le message laisse entendre qu'il faut... être à l'heure de la révolution des services financiers, sinon elle nous passera simplement sous le nez». L'incapacité de réagir à ces pressions internationales aura inévitablement pour conséquence de «reléguer la majeure partie de nos institutions au rang de joueurs de calibre régional dans un marché régional plutôt que mondial».

Estimates of Trade Flows in Banking Services, France St-Hilaire et John Whalley (IRP) (Chapitre V)

Ce chapitre «présente quelques estimations du commerce international effectué dans l'une des principales catégories de services, soit les services bancaires, obtenues à l'aide d'une méthode différente... de celles utilisées pour les estimations du commerce des services découlant des données sur la balance des paiements (BDP)». Les auteurs constatent qu'« il se peut que la circulation internationale des services bancaires soit relativement faible... Le commerce des services liés au secteur bancaire peut s'avérer une importante question d'investissement (par exemple, les droits d'établissement et les règlements discriminatoires), mais ne semblent pas être une question commerciale très importante».

Canada-U.S Trade in Transportation Services, James J. McRae (University of Victoria) (Chapitre VI)

«Ce chapitre vise trois objectifs importants. Premièrement, l'étude de la structure et de la dynamique des trois moyens de transport les plus importants, soit les transports routier, maritime et ferroviaire, utilisés dans les marchés du transport transfrontalier entre le Canada et les États-Unis. Deuxièmement, l'identification des plus importantes barrières non tarifaires américaines pour ces trois modes de transport, et enfin, la prise de décision sur l'importance économique des barrières non tarifaires identifiées.» L'auteur mentionne que, dans la majeure partie des cas, les services de transport «complètent directement le commerce des biens, de sorte que le volume et le groupement de marchandises du commerce des marchandises déterminent, dans une large mesure, le volume et la structure de notre balance commerciale dans le domaine des services de transport. Toutefois, comme les industries de transport tant au Canada qu'aux États-Unis sont fortement réglementées en ce qui concerne les normes d'entrée, de tarifs et d'exploitation, les différences au chapitre des règlements tiennent une place importante dans la détermination de l'accès au marché, dans les pratiques d'exploitation et dans la balance commerciale du transport dans les deux pays».

Ce chapitre est un résumé d'une étude du PEIS.

Évolution de la structure de l'industrie canadienne du génie-conseil,
 Roger Verreault (Urbanisation-Institut national de la recherche
 scientifique) (Chapitre VII) (Disponible en français seulement)

Dans cette étude sur les services canadiens de génie-conseil, M. Verreault mentionne que l'on doit attribuer la majeure partie des exportations canadiennes de ce secteur aux entreprises québécoises. «...ces succès sur le marché international sont en grande partie attribuables aux entreprises québécoises.» Une des raisons à la base de ce succès est «la diversification plus grande des firmes québécoises exportatrices au niveau des types de services offerts. Elles offrent en moyenne plus de services différents que leurs rivales canadiennes sur le marché canadien et étranger.» L'auteur conclut qu'en ce qui concerne la libéralisation du commerce, «une libéralisation tous azimuts profiterait plus en moyenne aux firmes de l'Atlantique, des Prairies et de la Colombie-Britannique qu'à celles du Québec et de l'Ontario».

Ce chapitre est un résumé d'une étude du PEIS.

Les exportations de services de gestion et promotion immobilières, Mario
 Polèse (Urbanisation-Institut national de la recherche
 scientifique) (Chapitre VIII) (Disponible en français seulement)

Dans ce chapitre, M. Polèse brosse un tableau du secteur de la gestion et de l'expansion des biens immobiliers au niveau international. Les grandes entreprises dominent ce secteur en raison des énormes investissements de capitaux nécessaires. La vigueur financière est un élément déterminant de base de la compétitivité internationale. «Bref, les banques canadiennes, par leur taille, leur mobilité géographique et les instruments financiers qu'elles ont développées, sont des partenaires tout désignés pour des grandes sociétés de GPI avec des ambitions continentales.» En plus, ce secteur exige que l'on soit en mesure de coordonner les renseignements et les compétences avec ce capital. Cette intégration de l'investissement dans les services signifie qu'il est difficile de séparer le paiement pour des services et les rendements attribuables au capital. Pour ce secteur, l'impôt sur les revenus étrangers est un élément extrêmement important et influe sur la déclaration et le rapatriement du revenu. Les transactions à l'intérieur d'une entreprise compliquent également la mesure du commerce des services.

Ce chapitre est un résumé d'une étude du PEIS.

Trade in Computer Services, David W. Conklin (University of Western
 Ontario) (Chapitre IX)

«Pour certaines fins, les classifications conventionnelles des données (pour les services informatiques) ne sont plus adéquates. Une nouvelle classification, ou technologie de l'information devrait être mise au point pour inclure les ordinateurs et le matériel de télécommunications, un certain nombre d'éléments de la robotique et divers types de services comme la location et la réparation de matériel, des logiciels et des services de consultation en administration des affaires. Dans de nombreux cas, la division entre les biens et les services est artificielle en raison de

l'établissement des prix par la société, opération fondée sur les contrats négociés individuellement et la vente de solution. Du point de vue de la politique, un obstacle à un élément de l'ensemble des ventes peut nuire à toute la vente. Le droit d'établissement est important parce que la relation entre une entreprise d'informatique et ses clients est une relation temporelle, nécessitant des services fréquents et immédiats. Il se peut que les accords internationaux d'approvisionnement soient plus difficiles à mettre en oeuvre avec les technologies de l'information qu'avec les autres activités. L'aide publique à l'éducation et à la formation sera un facteur de base dans la compétitivité du Canada à l'échelle internationale. Comme avec les autres activités, les transactions effectuées à l'intérieur d'une entreprise forment une composante importante du commerce des services; elles sont aussi très difficiles à mesurer.

Trade in Telecommunications Services, David W. Conklin (University of Western Ontario) (Chapitre X)

«Avant les années 60, il était relativement simple de définir les télécommunications, de recueillir et d'interpréter les données à ce sujet et d'analyser les aspects commerciaux. Cependant, depuis les années 60, une longue série d'importants changements au chapitre de la technologie et de la structure du marché a ajouté une nouvelle dimension complexe au sujet. A ce stade-ci, de nombreux problèmes de conception et de méthode demeurent sans solution. La majeure partie des problèmes concernant la définition, la classification des données et les politiques publiques est liée au nouveau commerce international en croissance rapide dans les services de télécommunication «améliorés». Bien que les services traditionnels de base, fournis par le réseau de communication, demeurent de loin la plus grande composante des services nationaux, c'est la grande variété de nouveaux services améliorés qui forme la principale composante du commerce international des services de télécommunications actuels. Un nouveau catalogue de Statistique Canada comprenant des données plus détaillées serait utile.»

Courchene, Thomas J. (University of Western Ontario). Some Perspectives on the Future of Banking. Juin 1986. Version finale.

M. Courchene étudie «les progrès probables à venir dans le secteur bancaire et, de façon plus générale, le rôle des opérations bancaires dans l'évolution de l'ensemble du secteur des services financiers.» Il analyse les développements dans les marchés financiers internationaux qui influenceront sur les activités des services financiers intérieurs, notamment des banques, et touchent la réglementation. Selon une des conclusions émises, même si elles disposent de plus de pouvoir bancaire à l'intérieur du Canada, les banques à charte canadiennes seront confrontées à une concurrence accrue dans les marchés financiers nationaux, en particulier de la part des services financiers de détail. La position concurrentielle des banques continuera à s'affaiblir, à moins que ces dernières «ne modifient leurs principes et reconnaissent... que même si les Canadiens ont besoin des services bancaires, ils n'ont pas nécessairement besoin des services d'une banque».

Hamid, Aziz A Tale of Two Cities: A Comparison Between Vancouver and Seattle/Tacoma in the Transportation Sector. Octobre 1987. Version finale.

L'objet de ce document est «à la base d'établir une comparaison entre la région de Vancouver... et la région de Seattle... d'observer leurs ports, leurs aéroports et autres réseaux de transport et d'analyser, le cas échéant, les faiblesses de Vancouver et l'importance de la région dans son ensemble pour la croissance des échanges et du commerce des pays côtiers du Pacifique». L'auteur conclut que les systèmes et installations de transport de Vancouver sont de qualité inférieure à celles de Seattle/Tacoma, et recommande, entre autres, une étude sur la viabilisation du territoire pour la mise en place de nouvelles installations de conteneurs et des services de fret aérien accrus.

Ludwick, Eugene M. and Associates (Winnipeg). The Canadian Transportation Industry in a Deregulated and Free Trade Environment. Novembre 1987. Version finale.

Dans cette étude, les auteurs analysent la structure et la dynamique de l'industrie du transport et le rôle de cette dernière dans le commerce international. La pertinence des répercussions des réglementations intérieures et ses liens avec les différentes situations de la réglementation parmi les pays commerçants dans le contexte d'un accord global de commerce des services. Les auteurs complètent l'analyse en proposant certaines stratégies destinées aux entreprises de transport pendant l'étape de négociation de l'Accord de libre-échange. Selon une des conclusions tirées, «les efforts déployés pour améliorer le commerce du Canada au chapitre des services de transport... doit graviter autour d'ententes avec les États-Unis dans le contexte des négociations actuelles sur le libre-échange, et principalement dans le domaine du transport routier et ferroviaire». Cette situation découle principalement du fait que «peu de choses peuvent ou devraient être faites dans le domaine du transport aérien bilatéral, où l'on tente déjà de s'assurer des termes de l'échange internationaux mutuellement avantageux». De plus, «sur le plan du transport maritime, à l'exception des obstacles liés à la capacité du Canada et des États-Unis pour obtenir le trafic intérieur de l'autre, le Canada dispose de peu d'éléments à échanger, sinon d'aucun, étant donné la poursuite de notre politique au sujet d'une flotte de haute mer et de notre dépendance envers les navires des autres pays».

McRae, James J. (University of Victoria) et Garland Chow (University of British Columbia). Canada/United States Trade in Transportation Services. Janvier 1989. Version finale.

Cette monographie décrit la structure et la dynamique des trois modes de transport les plus importants, soit les transports routier, maritime et ferroviaire, utilisés dans les marchés du transport transfrontalier entre le Canada et les États-Unis. L'auteur identifie les barrières non tarifaires

américaines les plus importantes et conclut que le transport maritime américain est extrêmement protectionniste et a totalement exclu les bateaux enregistrés dans des ports canadiens du marché intérieur des États-Unis de diverses façons. L'immigration et les restrictions visant le matériel forment un obstacle considérable pour les chemins de fer canadiens, lesquels ont été forcés d'acquérir des sociétés exploitées aux États-Unis pour pouvoir exercer une concurrence dans le domaine du commerce transfrontalier. Devant des restrictions semblables, les entreprises de camionnage optent, dans la plupart des cas, pour des ententes inter-lignes avec les transporteurs américains. Le document comprend également une brève analyse de la disponibilité et de la qualité des données sur le commerce dans les services de transport.

Osberg, Lars (Université Dalhousie), Edward N. Wolff (Université de New York), William J. Baumol (Princeton). *The Information Economy: The Implications of Unbalanced Growth*. 1989.

De nos jours, la plupart des travailleurs canadiens sont des travailleurs de l'information. Ils s'occupent de la production, de la diffusion et de l'utilisation de l'information, par opposition à la production de biens ou de services de luxe. De plus, la technologie de l'information est en train de métamorphoser le milieu de travail de façon importante, y compris la structure occupationnelle et la spécialisation de la main-d'oeuvre. Pourtant, nous n'en savons encore que très peu sur ces questions qui touchent la compréhension des changements et de leurs répercussions.

Les auteurs de la présente étude tentent de remédier, en partie, à ce manque de connaissances en analysant les changements qui s'opèrent dans la main-d'oeuvre au moyen d'une méthode de classification occupationnelle plutôt que selon le mode habituel de classification industrielle. Ils étudient ensuite la détermination des salaires individuels et la répartition des gains, en tenant compte, tout particulièrement, de l'incidence des études supérieures sur les salaires du personnel dit érudit, et des implications (du point de vue de la répartition des salaires) de la croissance de la "main-d'oeuvre informatique" non-spécialisée et peu rémunérée par rapport à l'augmentation des emplois pour un "personnel érudit", hautement qualifié et très bien rémunéré.

L'étude se termine par une discussion de trois importantes questions de politique qui découlent de l'analyse: éducation, recherche et développement, et commerce international.

*Bien que cette récente étude menée par l'Institut de recherches politiques ne fasse pas partie du Programme d'études sur les industries de service, elle a été incluse dans le présent synopsis de recherches car elle constitue la base de plusieurs rapports liés au Programme.

Polèse, et coll. **Les exportations de services de gestion et promotion immobilières: sur quoi repose l'avantage concurrentiel des firmes canadiennes.** A paraître. (Disponible en français seulement.)

Taylor, Douglas (Expert-conseil, Toronto). **Trade in Financial Services.** Avril 1988. Version finale.

«On dénote une préoccupation sans cesse grandissante pour l'absence d'un ordre ou d'une entente de niveau international... pour réglementer les systèmes économique et financier international.» L'auteur décrit la nature évolutive du système financier international, détermine les principales questions qui doivent être traitées à l'étape des négociations d'un accord commercial, et analyse ensuite les avantages et les inconvénients que comportent le recours aux organismes internationaux existants (GATT, OCDE, CNUCED) comme cadre pour la négociation d'un accord possible. M. Taylor conclut que «la mise en application de grands principes de commerce des services envers les exigences particulières dans le contexte d'un accord de commerce des services financiers est difficile à effectuer. En effet, la mise en oeuvre d'un accord d'échanges de services financiers devra prendre en considération et satisfaire une vaste gamme de préoccupations différentes et concurrentes, notamment les problèmes de variation de compréhension du concept de nombreux principes nécessaires à la conclusion d'un accord de commerce entre les pays;... les organismes investis de pouvoirs de réglementation régissant les activités nationales et internationales des institutions financières qui ont une portée et un degré différents dans les différents pays; ... (et) la structure (et l'importance) des systèmes et des institutions financiers qui varie d'un pays à l'autre... Par conséquent, l'accord devrait traiter des procédés d'exploitation internationale des institutions financières sur une base pratique».

Verreault, Roger et Polèse, Mario (Urbanisation Institut national de la recherche scientifique). **L'exportation de services par les firmes canadiennes de génie-conseil: évolution récente et avantages concurrentiels.** 1989. (Disponible en français seulement.)

Depuis maintenant plusieurs années, l'industrie canadienne du génie-conseil attire l'attention des chercheurs et des politiciens. Les raisons de cet intérêt tiennent en bonne partie à la possibilité de généraliser les facteurs de succès de cette industrie à d'autres secteurs d'activités.

L'image d'une industrie florissante découle de la bonne performance des entreprises, aussi bien au Canada qu'à l'étranger, depuis la fin de la guerre. Après avoir connu une croissance importante entre les années 1940 et la fin des années 1960, les firmes canadiennes se sont attaquées aux marchés étrangers et ont enregistré une progression marquée de leurs honoraires étrangers depuis le début des années 1970. Les firmes québécoises font d'ailleurs bonne figure dans ce domaine et la performance canadienne leur est en bonne partie redevable. Et, malgré une chute du marché international au cours des

dernières années, les firmes canadiennes sont quand même parvenues à maintenir leur position et à l'améliorer dans certain cas; les firmes canadiennes sont hautement compétitives. L'objet de ce livre est justement d'apporter une explication aux succès de ces firmes sur la scène internationale.

D. QUESTIONS DE NATURE INSTITUTIONNELLE ET JURIDIQUE ET DE NÉGOCIATION

Bernier, Ivan (Université Laval). *Trade in Services and the Experience of the European Economic Community*. Janvier 1987. Version finale.

L'auteur étudie «l'approche de la Communauté économique européenne à l'égard du commerce des services et donne «une idée générale de la façon dont la CEE a inclus les services en vertu du Traité de Rome, comment cette approche fonctionne, quels sont les problèmes qui en découlent et quelles leçons devrait-on tirer de l'expérience de la CEE». Selon une conclusion importante de l'auteur, l'expérience de la CEE ne devrait probablement pas servir de modèle pour les négociations commerciales internationales; toutefois, on y trouve des idées utiles pouvant être adoptées, par exemple, une liste des restrictions sur la libre circulation des services.

Bernier, Ivan, André Binette et Jean-Yves Grenon (Université Laval). *Labour Mobility and Trade in Services*. Février 1988. Version finale.

«L'objectif de la présente étude est d'étudier les approches, les règles, les principes et les procédures qui pourraient être élaborés en rapport avec le mouvement des personnes dans un contexte d'accord commercial sur les services.» Les auteurs «élaborent un cadre conceptuel visant l'observation du phénomène de la mobilité de la main-d'oeuvre et du commerce des services... étudient la façon dont les mouvements de main-d'oeuvre en rapport avec la disponibilité des services d'un côté et de l'autre de la frontière ont été traités dans les accords commerciaux internationaux... étudient les types d'obstacles qui touchent les mouvements de main-d'oeuvre dans la prestation transfrontalière des services» et terminent en étudiant «la façon dont les mouvements de main-d'oeuvre peuvent être traités dans le cadre d'un accord commercial.» Selon une des observations d'intérêt, lorsque l'on «s'attarde au travail de mise en place de la libre circulation des personnes participant au commerce des services... il apparaît essentiel d'éviter de fixer des objectifs qui sont simplement inatteignables». On cite un exemple de cette possibilité. «Par exemple, dans l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ratifié il y a peu, un certain nombre des objectifs proposés au sujet du mouvement des personnes participant au commerce des services semblent plus caractéristiques d'un marché commun que d'une zone de libre-échange, en particulier pour celles qui s'occupent de l'élaboration de normes et de critères professionnels mutuellement acceptables. Si la tentative faite pour élaborer de tels normes et critères dans le domaine de l'architecture échoue, les chances que d'autres négociations sectorielles envisagées en vertu de l'article 1405 se tiennent sont très minces.»

Card, Duncan Cornell (University of Toronto). **Canada-United States Free Trade and Canadian Cultural Sovereignty**. (Vol. I et II). Décembre 1987. Version finale.

L'objet de cette analyse est de déterminer jusqu'à quel point les mesures de soutien des industries culturelles par le Canada sont acceptables du point de vue des principes de loi sur le commerce international, établis dans le contexte d'une libéralisation internationale et bilatérale des échanges. L'auteur soutient «que les principes généraux de la loi sur le commerce international et l'expérience protègent de façon logique les cultures nationales dans un contexte de libre-échange. Toutefois, ces principes d'application interdisent l'application de mesures de protection du commerce indirectes et inefficaces qui soutiennent économiquement les industries culturelles sans contribuer à l'identité culturelle unique de ce pays. Le précédent commercial international indique plutôt clairement que seule la mise en application non discriminatoire de mécanismes directs et efficaces pour la culture sera tolérée dans le cadre de l'Accord de libre-échange». Il conclut que la loi sur le commerce international dicte que «les mécanismes de protection de la culture doivent être non discriminatoires parce que la capacité de créer et de distribuer un produit culturellement pertinent à l'aide du soutien financier de l'État ne dépend pas de la nationalité du créateur ou du distributeur».

Clark, Melvin G. (Ottawa). **GATT Uruguay Round Negotiations Relating to Services**. Mars 1988. Version finale.

L'objet de ce document est d'étudier les négociations de l'Uruguay Round sur les services, tenues dans le cadre des pourparlers du GATT. L'auteur résume entre autres le programme des services adopté en janvier 1987 par les pays participants pour l'étape initiale des négociations; il commente également les dispositions des accords qui pourraient faire l'objet de négociations, les types de ces accords et les services qu'ils pourraient comprendre. L'auteur mentionne que même si l'idée à la base du GATT touchait les biens et non les services, «les dispositions du GATT s'appliquent aux services physiquement liés aux biens échangés, comme les livres, les films et les bandes pour ordinateurs...et s'appliquent également à certains services complémentaires au commerce des biens, mais non liés physiquement à ces derniers, comme le transport, les services bancaires et de l'assurance». Néanmoins, une partie importante du commerce des services n'est pas comprise dans le GATT ou tout autre accord du genre et est peu protégée vis-à-vis des restrictions comme celles imposées par le GATT en matière de commerce des biens. «Les échanges de services vulnérables aux restrictions consistent, dans une large mesure, en des services échangés sans qu'il n'y ait aucun lien avec des biens (par exemple, les services bancaires, autres que ceux liés au commerce des biens; les services professionnels comme les services comptables, d'architecture, d'ingénierie, juridiques et médicaux; l'immobilier; les services de télécommunication, de traitement des données et d'information; les voyages) et les services qui remplacent le commerce des biens (par exemple, le franchisage, l'affrètement et le crédit-bail). Pour ces services non couverts par le GATT, M. Clark propose «de donner priorité à la négociation d'un accord

général qui s'appliquerait pratiquement à tous les échanges de services, et à la négociation d'autres accords qui s'appliqueraient au commerce de certaines industries de services, c'est-à-dire des accords de secteur».

Everard, James A. (IRP). **The OECD Codes and Declarations and Trade in Services.** Février 1987. Version finale.

Les codes et déclarations élaborés au cours des dernières décennies par l'Organisation de coopération et de développement économiques et qui visent «à promouvoir la libéralisation des échanges de biens et services» sont étudiés (par exemple, le Code de libéralisation des opérations invisibles courantes, le Code de libéralisation des mouvements de capitaux) «pour déterminer leur rapport avec les transactions liées aux services et au commerce», et pour évaluer l'à-propos de leurs composantes pour un accord commercial multilatéral. L'auteur brosse un tableau de la pertinence des codes par rapport aux concepts de base comme le «droit d'établissement», «le traitement national» et «la transparence». L'auteur conclut que, malgré leurs défauts, ces accords codifiés contribuent d'une façon significative à l'élaboration de la structure d'un concept destiné aux échanges de services. «Ce cadre (GATT) est également utilisé en partie comme la base pour les négociations du secteur des services dans le cadre des pourparlers commerciaux entre le Canada et les États-Unis. La dépendance envers les éléments des Codes et Déclarations prouve également l'importance de la contribution à un accord multilatéral sur les échanges de services.»

Everard, James A. (IRP). **Trade and Investment in Services : OECD Agreements and the GATT.** Février 1988. Version finale.

«Le travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) portant sur les échanges et les investissements dans le domaine des services, compris dans les Codes, déclarations et décisions de l'OCDE, constituent le point central de la présente étude.» L'auteur étudie «le rapport entre les échanges de services et les investissements dans le domaine des services du point de vue de divers gouvernements et organismes, comme ils sont compris dans divers accords de libre-échange», analyse «l'OECD Elements of a Conceptual Framework on Trade in Services et identifie l'à-propos des articles et codes du GATT au sujet des services». Selon une des conclusions générales, «les Codes, déclarations et décisions comprennent d'importants concepts, principes et approches pour les échanges et investissements dans le domaine des services, pertinents aux négociations actuelles du GATT».

Graham, W.C. (The Centre for International Studies). **A Review of Considerations Relating to Dispute Resolution Mechanisms and Trade in Services.** Mars 1988. Version finale.

Dans cette étude, l'auteur analyse les mécanismes de résolution des litiges au chapitre des lois internationales, de façon générale, et du GATT ainsi que de l'Accord de libre-échange de façon plus particulière. «Une analyse des pratiques internationales en général, et des pratiques entre le Canada et les États-Unis en particulier, révèle alors que la résolution juridique des litiges qui, selon moi, est une décision exécutoire prise par l'arbitre d'une tierce partie indépendante ou par un «tribunal», est une technique rarement acceptée par les États... Finalement, une forme d'arbitrage constitue le maximum que la plupart des États accepteront pour résoudre leurs conflits internationaux.» L'auteur conclut qu'«il est peu probable que l'Uruguay Round ait pour effet d'éloigner les parties d'une structure assez relâchée et diplomatique, pour les amener à se rapprocher d'un mécanisme de résolution des litiges par voie juridique ou par l'entremise d'un tribunal».

Grey, Rodney de C. **New Rules for International Services.** Août 1988. Version provisoire. A paraître.

Le but de cette étude est «de clarifier quelles sont les questions montantes susceptibles d'être mises sur la table lors des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, et quelles sont les questions du Canada» liées aux questions des services. L'auteur amorce son étude par l'introduction d'une proposition formelle émise par les États-Unis en novembre 1987, intitulée Concepts for a Framework Agreement in Services, laquelle devait être prise en considération par ses partenaires commerciaux». Après analyse de cette proposition, M. Grey étudie les aspects de la politique commerciale de l'économie mondiale et des systèmes internationaux destinés aux services comme les Codes du GATT, de l'OCDE et les accords bilatéraux et sectoriels existants. L'auteur étudie diverses questions et propositions en mettant l'accent sur les secteurs de l'information, de transport aérien, de l'expédition et des services financiers. Selon une des conclusions tirées par l'auteur, «la tenue de négociations générales sur les services ... pourrait créer certains risques pour le Canada et d'autres petits pays». Selon un des exemples cités, «les gouvernements sont tout à fait en mesure... de séparer les accords non réalisables sur les services.» Il propose que «les négociations sur les services se situent à un niveau sectoriel».

Grey, Rodney de C. **Services and Intellectual Property Rights.** Mars 1988. Version finale.

«L'objet du présent document est d'effectuer une recherche sur les intérêts du secteur des services ou des industries de services de façon collective et individuelle, dans le cadre des négociations débutant maintenant à Genève sous les auspices du GATT, lesquelles visent à renforcer le système international de droits de propriété intellectuelle (brevets d'invention,

droits d'auteur, marques de fabricants, secrets commerciaux, etc.)» Dans de nombreux pays en développement, «on croit qu'un système de droit de propriété intellectuelle moins rigoureux est nécessaire pour s'assurer que les pays en développement jouissent d'un accès adéquat à la technologie mise au point dans les pays industrialisés». L'auteur conclut que «du point de vue des producteurs américains de propriété intellectuelle, une grande partie est déjà réalisée grâce à la combinaison des pressions bilatérales à l'égard des marchés d'exportation et d'une utilisation plus rigoureuse de la loi américaine sur les droits de propriété intellectuelle à l'égard des importations». Ces industries de services ont clairement intérêt à ce que le système international de droits de propriété fonctionne efficacement, mais il n'est pas évident qu'elles tiennent à ce que les négociations de Genève se poursuivent, en particulier si ces dernières tournent en débat sur «le traitement spécial et différentiel», plutôt qu'en une discussion sur la façon dont les autorités qui prennent des mesures de rétorsion devraient être comprises dans la structure du GATT.

Kierzkowski, Henryk (Institut universitaire des hautes études internationales, Genève). **Trade in Services: The Negotiating Interests, Objectives and Concerns of the European Economic Community.** Février 1988. Version finale.

Cette étude décrit l'orientation actuelle des exportations de services des États membres de la Communauté économique européenne (CEE) et résume les dispositions du Traité de Rome au sujet des services et de leur mise en application jusqu'à maintenant. L'auteur tente également de faire des conjectures sur la position que la CEE adoptera lors des négociations multilatérales à venir, et sur ce qui motivera cette position. L'auteur laisse entendre que «le processus des négociations sera prolongé et très pénible», une des raisons à la base de cette situation étant que «la CEE est certaine d'insister sur son pouvoir illimité et sur le besoin pour les pays étrangers de répondre aux normes de la CEE».

Krasnick, Mark et Mark Chartrand (Swinton & Co., Vancouver). **Canada's Negotiations for International Agreements on Trade in Services: Federal-Provincial Jurisdictional Issues.** Mai 1987. Version finale.

Dans cette étude, les auteurs se penchent sur les choix juridiques offerts au gouvernement fédéral pour négocier, ratifier et mettre en oeuvre un accord commercial international comme l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, ainsi que des accords commerciaux multilatéraux. Des trois possibilités juridiques pour la mise en oeuvre d'un traité - un amendement constitutionnel, ou la loi fédérale permettant la mise en oeuvre du traité ou la conclusion d'un accord avec les provinces avant de ratifier le traité - on recommande que «le gouvernement fédéral devrait faire preuve d'audace et voter une loi pour la mise en oeuvre du traité. Les deux autres possibilités seront énormément lentes...». Les auteurs croient que si l'accord est vaste et comprend les secteurs de services tant à l'intérieur

qu'à l'extérieur de la compétence provinciale, et si les lois traduisent bien le contenu de l'accord, des précédents juridiques existants renforceront l'autorité du gouvernement fédéral à ce chapitre.

Mark, Janette (Institut Nord-Sud) et Gerard K. Helleiner (University of Toronto). *Trade in Services: The Negotiating Concerns of the Developing Countries*. Décembre 1987. Version finale.

Cette étude constitue un compte rendu factuel des positions sur les services adoptées par certains pays en développement et par le secrétariat de la CNUCED, qui se sont opposés à l'inclusion des services dans les pourparlers de l'Uruguay Round. On trouve ensuite une évaluation des raisons à la base de cette prise de position. Dans la deuxième partie du document, les auteurs se penchent sur les questions de concept et de cadre dont les pays en développement risquent de se préoccuper, et proposent des options et des stratégies de négociation à ces derniers. Un point intéressant soulevé par les auteurs veut que, dans la version provisoire de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, on «reconnait le besoin d'intégrer temporairement les gens d'affaires, et l'on reconnaît le besoin en professions et en personnes participant à des activités de vente ou de services après-vente». De nombreux intérêts américains en matière de main-d'oeuvre se sont opposés à cette «libéralisation restreinte de la circulation de la main-d'oeuvre» à cause du «spectre de l'accès facile à l'immigration» d'un caractère plus général. Il se peut que cela soit «un important précédent d'intérêt pour les pays en développement» parce que «les revenus remis de leur main-d'oeuvre nationale travaillant à l'étranger est une source majeure de devises (au même titre que les gains sur les investissements directs étrangers le sont pour bon nombre de pays développés). De plus, étant donné que les pays en développement sont actuellement plus susceptibles d'exporter des services exigeant peu de compétences et d'autres services à forte proportion de main-d'oeuvre que d'autres types de services, il se peut qu'ils soient intéressés à élaborer des règles commerciales libérales pour les secteurs de services comme les services personnels, la construction, l'ingénierie, le traitement des données et divers types de services de consultation».

Semkow, Brian W. (Expert-conseil) *A Study of Foreign and Legal Services in Japan*. Novembre 1987. Version finale.

Dans cette étude, l'auteur s'interroge sur les approches que le Japon risque d'adopter lors des négociations du GATT sur le principe du «droit d'établissement». Il analyse les positions changeantes du Japon, prises en dehors des négociations du GATT au sujet de deux de ses propres industries de services, soit les industries de services financiers et juridiques. L'auteur conclut qu'«il est évident que le Japon ne suit aucune approche pour le droit d'établissement... Si ou lorsque les pourparlers de l'Uruguay Round auront franchi la première étape de négociation et de mise en oeuvre d'un accord de structure multilatéral sur les échanges internationaux de services pour passer à la deuxième étape d'élaboration d'accords sectoriels précis auxquels les

pays pourraient souscrire individuellement, le Japon abandonnera les approches pures du traitement national et de la réciprocité, établissant un équilibre entre l'intérêt de conclure des accords sectoriels précis et le respect des pratiques et réglementations actuelles des industries de services.»

Siegel, Brenda (Expert-conseil, Ottawa). **The Internationalization of Service Transactions: The Role of Foreign Direct Investment in International Trade in Services.** Janvier 1987. Version finale.

Dans cette étude, l'auteur tente «de produire une base statistique à partir de laquelle on peut soutenir que ce sont les questions d'investissement et non de commerce qui comptent dans tout débat ou toute négociation sur l'internationalisation des services». Elle se penche sur les facteurs qui expliquent l'accroissement du volume d'investissements dans le secteur des services et sur certains obstacles. Un des chapitres d'intérêt du document porte sur l'étude de l'à-propos des modèles internationaux actuels, par exemple, l'OCDE, le GATT, l'OACI, la Commission des Nations unies et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, comme les forums pour traiter les liens des échanges des investissements étrangers directs dans le secteur des services et les progrès réalisés à ce jour. Les points importants exigeant des recherches futures sont les suivants : «comment le rôle grandissant des échanges de services de données dans ses propres droits peut-il accroître le caractère d'échange international d'autres services précis... diminuant par conséquent le besoin en investissements étrangers directs»; la pertinence particulière à l'égard du commerce des services en général de la protection de la propriété intellectuelle et de l'industrie des services de l'information, en particulier de la médiocrité des mécanismes de protection des droits d'auteur dans le domaine des logiciels»; et «comment inclure l'aspect investissements étrangers directs des transactions de services dans une quelconque discussion multilatérale sur les échanges de services internationaux».

Sims, Margaret L. (Coalition of Services Industries) et Richard R. Rivers (Akin, Gump, Stauss, Hauer and Feld, Washington, D.C.). **The International Trade in Services Agenda: Origins, Evolution and Agenda.** Janvier 1987. Version finale.

Les États-Unis constituent la principale partie en faveur de l'inclusion des services au programme des négociations actuelles du GATT. Les auteurs «étudient le rôle en évolution des services dans l'économie mondiale et l'histoire du mouvement qui a amené les services à se situer à la position importante qu'ils occupent dans les politiques nationales et étrangères des États-Unis». L'analyse «accentue de façon particulière le rôle du secteur privé, du Congrès et du gouvernement américains» dans la reconnaissance croissante de l'importance de la circulation des services. Du côté de l'aperçu des échanges de services, il existe plusieurs questions indépendantes qui doivent être traitées lorsque l'on songe à un accord international sur le commerce des services. Les auteurs laissent entendre

qu'«il est possible que les principes soient empruntés au système actuel du GATT... le seul organisme actuellement en mesure d'aborder la question de la libéralisation internationale des échanges de services... pour traiter ces questions indépendantes de commerce des services lors de futures négociations» et de les déterminer comme suit :

- non-discrimination et traitement de la nation la plus favorisée;
- traitement national et droit d'établissement;
- transparence;
- processus de résolution des litiges; et
- équilibre des concessions.

Steger, Debra (Fraser and Beatty, Ottawa). *Constitutional Implications of the Implementation in Canada of a Trade-In-Services Agreement*. Juin 1987. Version finale.

Dans cette recherche, l'auteur étudie les incidences constitutionnelles de la négociation et de la mise en oeuvre d'un accord international bilatéral et multilatéral sur les échanges de services pour le Canada. Du point de vue constitutionnel, le gouvernement du Canada a le pouvoir de négocier, de signer et de ratifier des accords internationaux. Cependant, «la question à savoir qui a l'autorité de mettre en oeuvre les dispositions d'un accord international nécessitant l'élaboration de lois est complexe en vertu de la loi constitutionnelle canadienne». Après avoir analysé les questions et cité plusieurs précédents, l'auteur conclut que «les lois fédérales qui mettent en oeuvre un accord d'échange de services à l'échelle internationale, si elles sont ébauchées correctement, pourraient maintenir en vigueur des lois fédérales en vertu du pouvoir d'échange et du pouvoir commercial fédéraux». Toutefois, l'auteur mentionne que les pouvoirs fédéraux régissant la mise en oeuvre ne sont pas assurés ou concluants, et une décision du tribunal garantissant ces pouvoirs «nécessiterait une interprétation audacieuse et libérale des pouvoirs commercial et d'échange fédéraux».

Steger, Debra P. (Fraser and Beatty, Ottawa). *National Treatment and Market Access: Issues in Trade in Services*. Août 1988. Version finale.

«L'objectif du présent document est d'étudier les incidences d'obligations juridiques internationale visant l'application du principe du traitement national aux échanges de services.» L'auteur analyse «les clauses sur les services contenues dans l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'expérience de la libéralisation des échanges de services effectuée dans la Communauté économique européenne». L'étude conclut que «l'application du principe du traitement national ne suffit pas en elle-même à mener à la libéralisation des échanges... Le traitement national est néanmoins le premier principe important puisque les restrictions les plus sévères s'adressent souvent aux ressortissants des pays étrangers afin de protéger les industries de services locales. L'application de ce principe est

particulièrement importante aux endroits où l'on n'envisage qu'une libéralisation partielle des échanges de services, comme dans l'Accord de libre-échange canado-américain.»

Taylor, Douglas (Expert-conseil, Toronto). UNCTAD and Trade in Services.
Mars 1987. Version finale.

«La CNUCED a produit un certain nombre de rapports sur l'étude des activités du secteur des services dans un contexte d'économies en croissance, et a préparé une gamme d'accords multilatéraux traitant des services et de la croissance.» Dans ce document, M. Taylor analyse quelques-uns des plus importants accords, notamment les conventions des Nations unies sur les points suivants :

- La Convention sur le code de conduite des conférences maritimes;
- La Convention des Nations Unies sur le transport multimodal international des marchandises;
- La Conférence des Nations Unies sur les pratiques commerciales restrictives.

L'auteur conclut que «les accords multilatéraux, sauf quelques exceptions... contribuent peu au débat sur les échanges de services» et n'offrent pas «de base pour d'autres accords sur ce type d'échange». M. Taylor fonde en partie sa conclusion sur son opinion selon laquelle les accords s'assimilent trop «aux préoccupations des pays en développement» pour une application générale des accords commerciaux multilatéraux sur les services.

III. STATISTIQUE CANADA

Statistiques sur le secteur des services

A. DOCUMENTATION SUR LES SERVICES

Statistique Canada. Introduction to Statistics Canada Documentation of Services. Janvier 1988. Publié.

Cette étude est une introduction globale et compte cinq volumes comprenant des renseignements sur les programmes statistiques traitant des industries de services et des industries tertiaires. Des évaluations subjectives complètent les renseignements objectifs importants sur les données. Ces volumes fournissent des renseignements supplémentaires sur les concepts, les sources, la méthode, la portée et les autres dimensions de la classification et la disponibilité des données élémentaires. L'introduction résume le contenu de chaque volume et les usages possibles de chacun.

Services Industries in the Business Sector - A Synoptic Profile.
(Volume I)

Ce volume présente une série de données majeures pour chacune des industries de services : PIB, indices implicites des prix et emploi. Les tableaux et graphiques statistiques comprennent des renseignements sur l'économie dans son ensemble, le total des industries productrices de biens, le total des industries tertiaires et le total des industries de services non commerciaux. Les industries de services commerciaux font l'objet d'une autre répartition en 34 industries (codes de l'industrie du système de comptabilité nationale). On trouve une évaluation subjective de la qualité des estimations pour le PIB mensuel au coût des facteurs et pour les tableaux des entrées-sorties, le tout en dollars actuels et constants.

Source and Methods for Service Industries in the Canadian Input-Output Tables. (Volume II).

«Le présent rapport touche les sources de données et la méthode utilisées pour évaluer les extrants et les intrants des industries de services comprises dans les tableaux entrées-sorties annuels de l'économie canadienne. Seules les industries de services définies comme industries du secteur commercial font l'objet de l'étude.» Cette publication fournit des estimations du PIB actuel pour les secteurs suivants : le transport, l'entreposage et les communications; le commerce de gros et le commerce de détail; les services financiers, d'assurance et immobiliers; les services socio-culturels, commerciaux et personnels. On trouve une évaluation des estimations de 1983 des extrants et des intrants ainsi que du PIB de ces industries. La méthode de déflation utilisée pour produire les estimations en dollars constants est également décrite.

Statistical Profile of the Service-Producing Industries. (Volume III)

«La présente étude fournit des renseignements sommaires de deux grands types sur les industries tertiaires, soit les renseignements sur les

caractéristiques et la portée des programmes statistiques existants et des renseignements sur les caractéristiques des industries tertiaires ... Les caractéristiques des industries tertiaires sont, dans une certaine mesure, fournies dans les informations sur les enquêtes: le nombre d'unités et les revenus ou la valeur de production décrivent également la taille et l'importance de chaque industrie. Deux ensembles de données supplémentaires, soit le degré de contrôle et de concentration étrangers, sont également compris.» Les tableaux présentés répartissent les industries de services en dix catégories, soit : transport et pipelines, entreposage et stockage, communication et autres services publics, commerce, finances, assurance et exploitants immobiliers, services commerciaux, sciences de l'éducation, de la santé et sociales, alimentation, loisirs et récréation, et organisations individuelles, d'adhésion et autres services.

Programme de collecte et de publications de données pour les industries de services. (Volume IV)

Ce rapport présente une série de tableaux indiquant «le cadre d'enquête actuel de toutes les industries tertiaires indiquées dans l'ordre de la CTI-E». Les renseignements résumés dans les tableaux des trente classifications des industries de services comprennent les éléments suivants : le code et le titre CTI, le titre de l'enquête appropriée, les titres et les numéros des questionnaires associés à chacune des études, les références aux publications de Statistique Canada contenant des données, et la périodicité des données et des publications.

Canada's International Trade in Services: Overview of Statistical Developments. (Volume V)

Cet aperçu «décrit en premier lieu les données actuellement disponibles sur les échanges de services du Canada à l'échelle internationale, ainsi que les diverses sources d'information utilisées pour la compilation». Par la suite, elle décrit les programmes de travail actuels et prévus «pour développer et améliorer davantage la portée et la classification des détails disponibles». Un annexe statistique inclut des agrégats majeurs pour 1961 à 1986, ainsi que les services commerciaux pour certaines années de 1969 à 1985.

B. RAPPORTS DE RECHERCHE

Bernstein, Jeffrey I. (Carleton University). **Measuring the Real Output and Productivity of Chartered Banks and Trust Companies.** Mars 1988. Publié.

«L'objet de la présente étude est de mettre au point une méthode, destinée aux banques à charte et aux sociétés de fiducie, permettant de calculer le rendement à des prix constants.» Après s'être entendu sur ce qu'est le rendement bancaire aux prix actuels, on analyse le problème de la mesure du rendement aux prix actuels. Deux méthodes font l'objet d'une étude, dont une seule est soutenue par les données actuellement disponibles. Les résultats explicatifs sur les banques à charte (les banques de l'Annexe A) sont compris.

Despatis, Jocelyne (Expert-conseil). *Public Accounting and Management Consulting Industries: Report on Exploratory Research*. Juillet 1987. Publié.

Dans cette recherche exploratoire, l'auteur analyse «les questions pertinentes à la mise au point de mécanismes d'étude permettant de mesurer et d'observer les répercussions économiques de ces deux industries à titre de partie du système de la comptabilité nationale». L'auteur décrit les industries de comptabilité publique et de conseil de gestion et présente «des informations et des recommandations pour des recherches à venir, notamment une taxonomie complète des services avec des descriptions graphiques des domaines d'activité où les deux industries se chevauchent, et des spécialistes d'autres classifications d'industries». L'auteur conclut qu'il est important de prendre en considération ces industries comme deux entités différentes et donne un moyen de résoudre le problème du chevauchement.

Geehan, Randall R. et Jeffrey I. Bernstein (Carleton University). *The Measurement of Output and Productivity in the Canadian Insurance Industry*. Mars 1987. Publié.

L'objet principal de cette étude est «de mettre au point des mesures de rendement et de productivité» destinées à l'industrie des assurances, en particulier l'assurance sur la vie et l'assurance générale. Elle «comprend une analyse des recherches connexes, notamment une référence aux pratiques des organismes statistiques étrangers en plus d'une analyse des problèmes particuliers de mesure du rendement dans les industries de l'assurance.» Les auteurs mentionnent qu'«en l'absence d'imputations, le PIB provenant des activités bancaires et d'assurance générale est anormalement faible» et recommande un ensemble d'imputations semblables à celles du domaine bancaire. Bien «que les données existantes provenant du Département des Assurances soient considérées comme adéquates», il est recommandé qu'un certain nombre d'améliorations soient apportées à la base de données des assurances générales.

Geehan, Randall R. (Carleton University). *Measuring the Real Output and Productivity of Investment Dealers and Brokers*. Mars 1988. Publié.

Dans ce document, l'auteur évalue le rendement réel des courtiers et agents pour transactions en valeurs de 1971 à 1986. Le rendement est mesuré sur le plan des services précis exécutés. Environ cinquante activités différentes sont groupées en trois catégories, soit : (1) les transactions boursières; (2) les garanties d'émission; (3) les activités diverses. La valeur de ces services est fixée sur une année de référence (1981). Le rendement réel est alors égal aux revenus de l'industrie évalué aux prix de 1981. La tendance émanante du rendement de l'industrie fluctue considérablement avec le temps, les commissions du marché boursier étant l'élément le moins stable.

Merguerditchian A. (Statistique Canada) **International Trade in Services: Statistical Issues**. 1988. Publié.

«L'auteur débute cette étude en s'interrogeant sur la mise au point d'une base statistique traitant des questions de définitions, des problèmes de mesure ainsi que des questions liées à l'organisations des bases de données statistiques. Il analyse ensuite la structure du FMI et des travaux entrepris au niveau international par l'ONU, l'Office statistique des communautés européennes et l'OCDE. Dans sa conclusion, il propose une approche commune à court et à long termes.

Statistique Canada. **Contracting Out: An Experimental Survey**. A paraître.

IV. AUTRES ÉTUDES DE BASE

Dobell, Rodney (IRP), James J. McRae (University of Victoria) et Martine Desbois (IRP). **The Service Sector in the Canadian Economy: Government Policies for Future Development.** Août 1984. Version finale.

«La création du revenu et de la richesse dans l'économie» proposée dans ce document «dépend maintenant davantage du capital humain que du capital physique ou des ressources naturelles du capital de ressources. Cette transition s'oriente vers l'importance fondamentale de la base de compétence, de dextérité et de connaissance de la population, qui a des ramifications profondes dans de nombreux aspects de la politique publique, mais en particulier dans l'ensemble des politiques fondamentales liées aux préoccupations sociales et d'éducation.» Les auteurs recommandent un réexamen fondamental de la politique intérieure de l'Etat sur les services et pour la coordination entre la politique intérieure et la politique commerciale à l'égard des services.

Dobell, Rodney (IRP) et coll. **The Contribution of Service Attributes to Trade Performance.** Mars 1985. Version finale.

«Cette étude exploratoire tente d'identifier les mécanismes par lesquels les activités et les attributs de services contribuent à l'exportation du rendement et des perspectives, et tente d'établir l'importance d'attributs de services particuliers participant à ces fins.» Les auteurs traitent «trois types de documentation séparés et distincts (la théorie commerciale internationale et la modélisation du rendement des exportations, la commercialisation internationale et la stratégie commerciale et la théorie de la demande de Lancaster) dans le but d'en tirer des idées communes aux trois et donner un nouvel éclairage à la question des services et de leur rôle dans la réalisation des exportations». «Le message contenu dans ce rapport... indique que si le Canada veut être concurrentiel dans le marché international, ce doit être sur la base de l'innovation, de la conception, de la qualité, de l'à-propos et de l'ensemble des services qui donnent à ses produits un attrait unique, et pas simplement sur la base de l'attrait pour une position concurrentielle fondée sur les salaires relativement bas et la structure de coût finement contrôlée.» Les auteurs mettent également l'accent sur «l'importance d'un effort beaucoup plus élargi au chapitre de la saisie et de la classification des données primaires si les défis auxquels fait face le Canada pour obtenir une meilleure performance au chapitre des exportations doivent être compris».

Grubel, Herbert G. (Simon Fraser University), David Hammes (The Fraser Institute) et Michael Walker (The Fraser Institute). **The Evolution of the Service Sector: Major Conceptual Questions and Issues.** Août 1986. Publié.

Institut de recherches politiques. **The Evolution of the Service Sector.** Août 1986. Version finale.

Au début du Programme d'étude sur les industries de services (PEIS), le ministère de l'Expansion industrielle régionale a posé une série de questions devant être traitées à la fois par le Fraser Institute et l'Institut de recherches politiques. Ces documents constituent la réponse initiale de ces instituts :

- 1) Au cours de la période d'après-guerre, quels principaux groupes d'industries de services, pendant des sous-périodes différentes, ont le plus contribué à la croissance du secteur des services?
- 2) Quels sont les principaux facteurs qui expliquent la croissance et l'évolution relativement rapides du secteur des services au cours de la période d'après-guerre?
- 3) Les industries de services ont-elles été le moteur de la croissance de l'économie? Dans quel sens créent-elles la richesse?
- 4) Qu'est-ce qu'ont apporté les industries de services à l'expansion régionale? Les industries de services sont-elles libres de toutes attaches?
- 5) Quels sont les effets de la croissance rapide du secteur des services sur l'emploi et les compétences professionnelles, et quelles sont ces incidences pour l'avenir?
- 6) Quelle est l'importance du rôle joué par les économies d'échelle et de diversification dans la détermination de la performance des industries de services? Quel est le rôle du capital humain dans le développement du secteur des services?
- 7) Quel est l'impact du progrès technologique et de la révolution de l'information sur la création d'emplois et la croissance des industries de services?
- 8) De quelle façon le processus d'adaptation à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis est-il susceptible d'être différent de ce qui est prévu dans le cas des industries productrices de biens?
- 9) Quels sont les liens entre la productivité et la croissance dans le secteur des services et ceux dans le secteur des industries productrices de biens?

10) Quelles sont les perspectives selon lesquelles la croissance des industries de services continuera à être relativement rapide au cours des dix prochaines années comme par le passé? Quelles industries de services ont le potentiel de croissance le plus élevé?

11) Quelles sont les incidences de la croissance des industries de services nationales sur les échanges de services au niveau international? Existe-t-il un besoin pour le libre-échange et le GATT au chapitre des services?

12) Quels effets aura la réforme fiscale sur les industries de services?

Les réponses à ces questions sont nécessairement brèves et préliminaires, étant donné que l'objet du PEIS était d'étudier certains aspects de ces questions. Bon nombre de questions sont traitées de façon plus complète dans les études commandées par les instituts en question.

L'IRP a également fait connaître au lecteur le secteur des services et ses origines. On se penche sur les tendances de la croissance du secteur des services, sur les caractéristiques structurelles à la base de l'évolution d'après-guerre et sur un certain nombre d'incidences de la politique publique.

V. ATELIERS

Depuis 1986, un certain nombre d'ateliers ont été parrainés par les divers organismes participant au Programme d'études sur les industries de services afin de présenter et de discuter tant des conclusions de recherches préliminaires des études en cours que des propositions de recherches subséquentes. Bon nombre des travaux de recherche présentés à ces ateliers sont maintenant terminés et sont résumés plus tôt dans le présent document. Les comptes rendus des ateliers sont publiés comme suit :

ATELIER 1 - Tenu à Vancouver (Colombie-Britannique) du 16 au 18 octobre 1986.

Publication :

Grubel, Herbert G. (Simon Fraser University). Rédacteur. **Conceptual Issues in Service Sector Research: A Symposium.** Janvier 1987. Publié.

Lors de cet atelier, parrainé par le Fraser Institute, on s'est penché sur un certain nombre de travaux de recherche préliminaires offrant un vaste aperçu de certaines questions de nature conceptuelle et empirique que les chercheurs espéraient développer au cours du programme d'étude. Environ quatorze documents ont été présentés et étudiés pendant cet atelier et résumé dans les compte rendus.

ATELIER 2 : Tenu à Toronto (Ontario) du 2 au 4 juin 1987.

Publication :

McRae, James J. (University of Victoria) et Martine Desbois (IRP)
Rédacteurs. **Traded and Non-Traded Services: Theory, Measurement and Policy.** Janvier 1988. Publié.

Cet atelier a permis de présenter et de résumer quelques-uns des travaux de recherche en cours à ce moment et d'évaluer un certain nombre de problèmes pratiques de données et d'analyse auxquels sont confrontées les aspirations initiales des projets de recherche. Le compte rendu de l'atelier englobe vingt-cinq documents et présentations ainsi qu'un résumé des discussions tenues sur chacun des sujets.

De plus, l'IRP a coparrainé un atelier en février 1986 sur les échanges de services. Cet atelier faisait partie d'une série de séminaires sur des questions actuelles de politique commerciale. Bien que cet atelier ne fasse par partie du PEIS puisqu'il a été tenu un certain nombre de mois avant le démarrage du programme, il se peut que le lecteur s'intéresse aux documents qu'on y a présentés. Le compte rendu, disponible auprès de l'IRP, s'intitule Symposium on «Conceptual and Data Issues in Trade in Services» .

ATELIER 3 : Tenu à Ottawa (Ontario) les 9 et 10 mars 1988.

Publications :

Industrie, Sciences et Technologie Canada. Service Industries Studies Program
Workshop Proceedings. A paraître.

Cet atelier a été organisé par Industrie, Sciences et Technologie Canada afin d'étudier les versions préliminaires des études terminées et d'évaluer les incidences de la recherche sur la politique publique. Les observations sur cet atelier seront disponibles à une date ultérieure.

Statistique Canada a également tenu un atelier le 11 mars afin d'analyser le progrès de leurs travaux de recherche. Le compte rendu, intitulé MEIR/Statistique Canada Service Sector Symposium: Statistics Canada Workshop, est disponible à Statistique Canada.

**PROGRAMME D'ÉTUDES SUR LES INDUSTRIES DE SERVICES
RÉSUMÉS DES RECHERCHES**

Index par auteur

| AUTEUR | TITRE DU DOCUMENT | PAGE DU RÉSUMÉ |
|-----------------------------|---|-------------------|
| Acheson, Ferris | Retail and Wholesale Trade Services in Canada | 7 |
| Adie | The Post Office | 8 |
| Amesse | Quelques perspectives sur le commerce international des services industriels | 15 |
| Auld, Kitchen | The Supply of Government Services | 8 |
| Baumol, Wolff, Osberg | The Information Economy: The Implications of Unbalanced Growth | 27 |
| Bernier | Trade in Services and the Experience of the EEC | 29 |
| Bernier, Binette, Grenon | Labour Mobility & Trade in Services | 29 |
| Bernstein | Measuring the Real Output and Productivity of Chartered Banks and Trust Companies | 39 |
| Bernstein, Geehan | The Insurance Industry in Canada | 8 |
| Bernstein, Geehan | The Measurement of Output and Productivity in the Canadian Insurance Industry | 40 |
| Binette, Grenon, Bernier | Labour Mobility & Trade in Services | 29 |
| Brown | Caring for Profit: Economic Dimensions of Canada's Health Industry | 9 |
| Burgess | Some Implications of Trade Liberalization in Services When Services Are Intermediate Inputs | 15 |
| Burgess | Trade in Services & the Foreign Direct Investment Process | 15 |
| Card | Canada-U.S. Free Trade & Canadian Cultural Sovereignty | 30 |
| Carter, Globerman | Telecommunications in Canada | 11 |
| Chant | The Market for Financial Services | 9 |
| Chartrand, Krasnick | Canada's Negotiations for International Agreements on Trade in Services | 33 |
| Chow, McRae | Canada/U.S. Trade in Transportation Services | 26 |
| Clark | GATT Uruguay Round Negotiations Relating to Services | 30 |
| Coffey, McRae, Desbois | Service Industries in Regional Development | 3 |
| Conklin | Trade in Computer Services - Chapitre IX | 24 |
| Conklin | Trade in telecommunications Services - Chap. X | 25 |
| Conklin, et coll. | Trade in Services: Case Studies and Empirical Issues | 21 |
| Courchene | Some Perspectives on the Future of Banking | 25 |
| Courchene | Trade in Banking Services - Chapitre IV | 22 |
| Cox, Harris | The Service Sector and Trade in the Canadian Economy | 5 |
| Desbois, Coffey, McRae | Service Industries in Regional Development | 3 |

| AUTEUR | TITRE DU DOCUMENT | PAGE DU RÉSUMÉ |
|-----------------------------|--|----------------|
| Desbois, Dobell, McRae | The Service Sector in the Canadian Economy: Government Policies for Future Development | 42 |
| Desbois, McRae | Traded and Non-traded Services: Theory, Measurement and Policy (Compte rendu de l'atelier no 2) | 45 |
| Desbois, St-Hilaire | The Balance of Payments: Statistical Background-Ch. II - Conklin | 22 |
| Despatis | Public Accounting & Management Consulting Industries: Report on Exploratory Research | 40 |
| Dobell, et coll. | The Contribution of Service Attributes to Trade Performance | 42 |
| Dobell, English | Canada's Trade in Services: An Overview | 2 |
| Dobell, McRae, Desbois | The Service Sector in the Canadian Economy: Government Policies for Future Development | 42 |
| Easton | Education in Canada | 10 |
| Empey | Contracting Out of Services by Manufacturing Industries | 16 |
| English, Dobell | Canada's Trade in Services: An Overview | 2 |
| Everard | The OECD Codes and Declarations and Trade in Services | 31 |
| Everard | Trade & Investment in Services: OECD Agreements and the GATT | 31 |
| Ferris, Acheson | Retail and Wholesale Trade Services in Canada | 7 |
| Geehan | Measuring the Real Output and Productivity of Investment Dealers and Brokers | 40 |
| Geehan, Bernstein | The Insurance Industry in Canada | 8 |
| Geehan, Bernstein | The Measurement of Output and Productivity in the Canadian Insurance Industry | 40 |
| Gill | The Market for Legal Services | 10 |
| Globerman, Carter | Telecommunications in Canada: An Analysis of Outlook and Trends | 11 |
| Graham | A Review of Considerations Relating to DRMs & Trade in Services | 32 |
| Grenon, Bernier, Binette | Labour Mobility & Trade in Services | 29 |
| Grey | New Rules for International Services | 32 |
| Grey | Services and Intellectual Property Rights | 32 |
| Grubel | Conceptual Issues in Service Sector Research (Compte rendu de l'atelier no 1) | 45 |
| Grubel, Walker | Service Industry Growth: Causes and Effects | 2 |
| Grubel, Hammes, Walker | The Evolution of the Service Sector: Major Conceptual Questions & Issues | 43 |
| Hamid | A Tale of Two Cities: A Comparison between Vancouver and Seattle/Tacoma in the Transportation Sector | 26 |
| Hammes | Shaping Our Nation: The Canadian Consulting Engineering Industry | 11 |

| AUTEUR | TITRE DU DOCUMENT | PAGE DU RÉSUMÉ |
|---------------------------|---|----------------|
| Hammes, Walker, Grubel | The Evolution of the Service Sector: Major Conceptual Questions & Issues | 43 |
| Harris, Cox | The Service Sector and Trade in the Canadian Economy | 5 |
| Helleiner, Mark | Trade in Services: The Negotiating Concerns of the Developing Countries | 34 |
| IRP | The Evolution of the Service Sector | 43 |
| Jenkins | Home Sweet Home: The 7% Solution (Real Estate Brokerage in Canada) | 12 |
| Jones, Kierzkowski | The Role of Services in Production & International Trade: A Theoretical Framework | 16 |
| Jones, Ruane | Appraising the Options for International Trade in Services: A Specific Factors Framework | 17 |
| Kierzkowski | Trade in Services: The Negotiating Interests, Objectives & Concerns of the EEC | 33 |
| Kierzkowski, Jones | The Role of Services in Production & International Trade: A Theoretical Framework | 16 |
| Kitchen, Auld | The Supply of Government Services | 8 |
| Krantz, Scarfe | The Market for Hospitality | 13 |
| Krasnick, Chartrand | Canada's Negotiations for International Agreements on Trade in Services | 33 |
| Ludwick & Associates | The Canadian Transportation Industry in a Deregulated & Free Trade Environment | 26 |
| MacCharles | Knowledge Production in Manufacturing | 5 |
| Maki | The Market for Employment, Personnel & Security | 12 |
| Mark, Helleiner | Trade in Services: The Negotiating Concerns of the Developing Countries | 34 |
| Markusen | Intra-Firm Service Trade by the Multinational Enterprise | 17 |
| Markusen | Service Trade by the Multinational Enterprise | 6 |
| Markusen | Trade in Producer Services: Issues Involving Agglomeration Economies, Human Capital | 18 |
| Markusen | Trade in Producer Services: Issues Involving Returns to Scale, Division of Labour | 18 |
| Mathewson | The Role of Franchising in the Development of the Service Economy | 6 |
| McFetridge, Smith | The Economics of Vertical Disintegration | 6 |
| McRae | Canada/U.S. Trade in Transportation Services - Chapitre VI | 23 |
| McRae, Chow | Canada/U.S. Trade in Transportation Services | 26 |
| McRae, Coffey, Debois | Service Industries in Regional Development | 3 |
| McRae, Desbois | Traded and Non-Traded Services: Theory, Measurement and Policy (Compte rendu de l'atelier no 2) | 45 |
| McRae, Desbois, Dobell | The Service Sector in the Canadian Economy: Government Policies for Future Development | 42 |

| AUTEUR | TITRE DU DOCUMENT | PAGE DU RÉSUMÉ |
|-------------------------|--|----------------|
| Meguerditchian | International Trade in Services: Statistical Issues | 41 |
| Melvin | The Role of Services in a Small Regional Economy | 20 |
| Melvin | Services: Dimensionality & Intermediation in Economic Analysis | 19 |
| Melvin | Trade in Services: A Heckscher-Ohlin Approach | 19 |
| Melvin | Trade in Services: A Theoretical Analysis | 3 |
| Norrie, Percy | Services & Regional Economic Performance | 21 |
| Osberg, Wolff Baumol | The Information Economy: The Implications of Unbalanced Growth | 27 |
| Palda | The Role of Advertising Agencies in Canada's Service Sector | 12 |
| Palmer | An Economic Analysis of Canada's Ground Transportation Sector | 13 |
| Percy, Norrie | Services & Regional Economic Performance | 21 |
| Polèse | Les exportations de services de gestion et promotion immobilières - Ch. VIII | 24 |
| Polèse, et coll. | Les exportations de services de gestion et promotion immobilières | 28 |
| Polèse, Verreault | L'exportation de services par les firmes canadiennes de génie-conseil | 28 |
| Rivers, Sims | The International Trade in Services Agenda: Origins, Evolution & Agenda | 35 |
| Roseman, Smith | Trade in Services: Legal, Institutional and Negotiating Issues | 3 |
| Ruane, Jones | Appraising the Options for International Trade in Services: A Specific Factors Framework | 17 |
| Rugman | A Transaction Cost Approach to Trade in Services | 19 |
| Ryan | Trade in the Presence of Endogenous Intermediation in an Asymmetric World | 20 |
| St-Hilaire, Whalley | Estimates of Trade Flows in Banking Services - Chapitre V | 23 |
| St-Hilaire, Desbois | The Balance of Payments: Statistical Background - Chapitre II | 22 |
| St-Hilaire | Measuring Trade in Services: Conceptual and Statistical Issues - Chapitre III | 22 |
| Scarfe, Krantz | The Market for Hospitality | 13 |
| Semko | A Study of Foreign Financial & Legal Services in Japan | 34 |
| Siegel | The Internationalization of Service Transactions: The Role of FDI in International ITS | 35 |
| Sims, Rivers | The International Trade in Services Agenda: Origins, Evolution & Agenda | 35 |
| Smith, McFetridge | The Economics of Vertical Disintegration | 6 |
| Smith, Roseman | Trade in Services: Legal, Institutional and Negotiating Issues | 3 |
| Statistique Canada | Contracting Out: An Experimental Survey | 41 |

| AUTEUR | TITRE DU DOCUMENT | PAGE DU RÉSUMÉ |
|------------------------------|---|----------------|
| Statistique Canada | DRIE/Statistics Canada Service Sector Symposium (Compte rendu de l'atelier de Statistique Canada) | 46 |
| Statistique Canada | Introduction to Statistique Canada Documentation of Services | 38 |
| Statistique Canada Steger | Overview of Statistics on Service Industries Constitutional Implications of the Implementation in Canada of a TIS Agreement | 2 36 |
| Steger | National Treatment & Market Access: Issues in Trade in Services | 36 |
| Taylor | Trade in Financial Services | 28 |
| Taylor | UNCTAD and Trade in Services | 37 |
| Verreault | Evolution de la structure de l'industrie canadienne du génie-conseil - Chapitre VII | 24 |
| Verreault, Polèse | L'exportation de services par les firmes canadiennes de génie-conseil | 28 |
| Walker, Grubel | Service Industry Growth: Causes and Effects | 2 |
| Walker, Grubel, Hammes | The Evolution of the Service Sector: Major Conceptual Questions & Issues | 43 |
| Watson | National Pastimes: The Economics of Canadian Leisure | 14 |
| Weiermair | The Labour Market and the Service Sector | 7 |
| West | Higher Education in Canada | 14 |
| Whalley, St-Hilaire | Estimates of Trade Flows in Banking Services - Chapitre V | 22 |
| Wolff, Osberg Baumol | The Information Economy: The Implications of Unbalanced Growth | 27 |

